

# L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

## SUR LA PISTE DE L'ARMEMENT ISRAÉLIEN



Malgré le génocide en cours à Gaza et au mépris du droit international, armes et composants électroniques continuent d'affluer en Israël, exportés par des entreprises de défense et sans volonté de contrôle des États. Europe comprise. P. 2

### ***L'Humanité / des débats***

#### Histoire L'adoption de la charte de l'ONU

Le 25 avril 1945 s'ouvrait la conférence de San Francisco, qui allait jeter les bases de la création des Nations unies. P. 27

#### Entretien «Le réalisme de Louis Aragon est le fil rouge de son art»

Le poète et critique littéraire Olivier Barbaran a réuni les essais de l'immense écrivain en « Pléiade ». P. 24

#### Agora 1944-1945 : restaurer ou refonder la République ?

David Chaurand, directeur de l'Institut CGT d'histoire sociale. Michel Pigenet, historien. Gilles Richard, historien et président de la Société française d'histoire politique. P. 20



## ÉDITORIAL

PAR LIONEL VENTURINI

## En lambeaux

L'enseigne de prêt-à-porter Jennyfer - qui compte un millier de salariés - en liquidation judiciaire, idem pour Kaporal, ainsi que Clergerie, la dernière entreprise de chaussures de luxe de Romans-sur-Isère. Voilà les derniers en date d'une trop longue liste d'entreprises de l'habillement ou de la chaussure liquidées depuis le Covid : Pimkie, Comptoir des Cotonniers, Princesse Tam Tam, IKKS, Esprit, Camaïeu, Kookaï, Gap France, les chausseurs André, San Marina, Minelli... et au bout des milliers d'emplois détruits, des centres-villes laminés.

Ce lugubre inventaire toujours en cours révèle d'un cocktail de difficultés détonnant, entre les nouveaux comportements de consommateurs depuis la pandémie, l'inflation qui pousse les ménages à effectuer de terribles arbitrages, ainsi que la hausse des prix de l'énergie, des matières premières ou des loyers. Le tout, sous la concurrence de l'*«hyper-fast fashion»*, avec Shein ou Temu, géants du commerce en ligne chinois, auxquels il faut ajouter la nouvelle place de marché Tik Tok Shop,

Au désastre social, s'ajoute le précipice écologique, avec une explosion du transport par avion.

en plus d'Amazon. Au désastre social, ces géants ajoutent le précipice écologique, avec une explosion du transport par avion et des livraisons à domicile.

**Le tissu se déchire et le gouvernement regarde les emplois s'effilocher**, alors qu'il dispose d'un levier puissant : les marchés publics – près de 60 milliards d'euros chaque année. Ils peuvent être un facteur de relocalisation pour peu que changent les règles européennes, pour permettre un seuil garanti de production sur notre continent. On en est loin. Les députés ont certes voté en mars 2024 des mesures interdisant la publicité et un «malus» environnemental renforcé. L'UE a bien ouvert une enquête contre Shein en février, l'entreprise étant soupçonnée de fourguer des produits qui ne respectent pas toujours les normes européennes. En France, Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics et chargée des douanes, a sorti de sa poche mardi l'idée d'imposer des «frais de gestion» aux 800 millions de petits colis, exonérés de taxe douanière, en provenance de Chine chaque année. Toujours pour financer des contrôles de conformité aux normes. Pas pour en tarir le déferlement à la source et préserver les emplois en France. ■

# L'Europe, zone de transit pour armer Israël

**GUERRE** Benyamin Netanyahu a besoin d'équipements militaires sophistiqués pour poursuivre son entreprise génocidaire à Gaza et intensifier la colonisation. Cette armada afflue par terre, air et mer, le plus souvent via le Vieux Continent et sans volonté de contrôle des États, malgré les 50 000 morts palestiniens dans l'enclave.

C'était en mai 2024. Josep Borrell, encore haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, se lançait dans des déclarations surprenantes venant de sa part. Sans doute parce que son mandat prenait fin quelques mois plus tard. «*Certains dirigeants disent qu'il y a de nombreux morts à Gaza, mais la question qui doit être posée est : combien de personnes doivent encore mourir ? Devons-nous attendre qu'il y ait 50 000 morts avant de prendre les mesures nécessaires pour empêcher plus de pertes ?*» Ce chiffre terrible de 50 000 morts a depuis été pulvérisé. La machine de guerre génocidaire israélienne n'a jamais été en manque de munitions, ni de matériel. Les livraisons se poursuivent à un rythme effréné, empruntant tous les chemins possibles et imaginables, par air, terre et mer. La chaîne des compllicités est formée de plusieurs maillons, mais certains sont essentiels. Les armes doivent être fabriquées, fournies et bien évidemment acheminées à bon port avant d'être utilisées pour détruire toute trace palestinienne à Gaza.

Selon le Palestinian Youth Movement, une ONG transnationale regroupant des jeunes Palestiniens et Arabes, «*au cours de l'année écoulée, Maersk a expédié des milliers de tonnes de fret militaire vers Israël depuis les États-Unis*», des véhicules tactiques aux pièces pour chars blindés et systèmes d'avions et d'artillerie destinés au ministère israélien de la Défense.

Moller-Maersk, plus communément appelée Maersk, est un armateur mondial et la plus importante entreprise

du Danemark. Le groupe est le deuxième plus grand armateur de porte-conteneurs du monde. Mais derrière la face belle et lisse de cette entreprise, et surtout à l'intérieur des conteneurs que transportent ses navires, une autre image apparaît, celle d'un livreur de matériel militaire à Israël. Le 25 février, une manifestation à laquelle participait Greta Thunberg s'est déroulée devant le siège de la compagnie, à Copenhague, pour mettre fin à ce fret. Un rassemblement réprimé à coups de matraques et de gaz lacrymogène par la police. Cela n'a pas empêché Zen Donen de présenter, lors d'une assemblée des actionnaires de Maersk dont elle fait partie, une résolution demandant au groupe de cesser de transporter du matériel militaire et des armes vers Israël. Elle était soutenue dans cette démarche par plus de 70 ONG, dont Amnesty International, Oxfam Danemark et ActionAid.

Si les actionnaires ont sans surprise rejeté la résolution, cette action a permis de (re)mettre en lumière ces activités occultes du groupe, même si les dirigeants de Maersk s'en défendent. Le transporteur a expliqué mener une «*politique stricte consistant à ne pas expédier d'armes ou de munitions vers les zones de conflit actives*», assurant ne jamais avoir transporté ni armes ni munitions dans le cadre de son contrat avec le gouvernement américain. «*Nous menons des vérifications renforcées, en particulier dans les régions touchées par des conflits actifs, notamment Israël et Gaza, et adaptons régulièrement cette vigilance au contexte en évolution*», a-t-il certifié.

Pourtant, en mai 2024, un porte-conteneurs de l'armateur s'est vu refuser l'entrée du port espagnol d'Algésiras



Tanger (Maroc), le 20 avril. Des manifestants protestent contre l'amarrage d'un cargo Maersk, aux cris de « Pas d'armes génocidaires dans les eaux marocaines ». PHOTO : ABDELHAK SABIR / AFP

au motif qu'il aurait à son bord des armes pour Israël. Depuis le printemps 2024, en effet, l'Espagne refuse aux navires transportant une cargaison d'armes à destination de ce pays l'autorisation d'accoster. « Cependant, il semble que Maersk ignore sciemment cette décision, plus de 944 de ses 2110 expéditions destinées à l'armée israélienne ayant transité par le port d'Algésiras après la date de cette annonce », affirme le Palestinian Youth Movement, qui poursuit : « On ignore si le gouvernement espagnol est au courant de cette situation ou s'il dispose de procédures pour des mesures d'application supplémentaires. »

#### **LES HOUTHS DU YÉMEN ONT CIBLÉ PLUSIEURS FOIS LES BATEAUX DE MAERSK DANS LE DÉTRAIT D'ADEN**

Maersk est également dans le collimateur de DeclassifiedUK, un site d'investigation britannique, qui expliquait le 4 avril que « le géant danois du fret maritime A.P. Moller-Maersk transporte discrètement du matériel d'équipement d'avions de combat vers Israël ». Declassified, qui travaille en partenariat avec The Ditch, un autre site d'investigation, irlandais, précisait début avril : « Les données indiquent comment les marchandises de l'usine 4 de l'US Air Force à Fort Worth sont transportées vers le port de

Haïfa, en Israël, sur deux porte-conteneurs Maersk entre le 5 avril et le 1<sup>er</sup> mai, puis une société distincte les acheminera par voie terrestre vers la base aérienne de Nevatim. » L'usine Air Force Plant 4 est une installation appartenant au gouvernement américain et exploitée par Lockheed Martin, le principal entrepreneur du consortium international. Celui-ci produit les avions F-35, conçus pour l'attaque au sol et les missions de supériorité aérienne, financés et réalisés par une dizaine de pays de l'Otan auxquels est associé Israël. Ces composants de F-35 sont acheminés sur la base israélienne de Nevatim, près de Beer-Sheva, d'où partent ces avions furtifs pour bombarder Gaza. Les Houthis du Yémen ont ciblé à plusieurs reprises les bateaux de Maersk dans le détroit d'Aden.

Évoquant *Maersk Detroit* et *Nexoe Maersk*, des dirigeants ont reconnu que ces bateaux incriminés « transportent des conteneurs contenant des pièces détachées pour F-35. Cependant, ces expéditions sont destinées à d'autres pays participant au programme F-35. Dans le cadre de la construction de la coalition pour le F-35, Maersk Line Limited transporte

régulièrement des pièces détachées entre les pays participants, dont Israël, où sont fabriquées les ailes du F-35. Ces expéditions sont toutefois effectuées pour le compte de fournisseurs, et non du ministère israélien de la Défense. » Ce qui, en soi, ne prouve rien quand on sait que l'industrie de la défense, en Israël comme ailleurs, n'est plus seulement entre les mains des États. Des compagnies privées (dont Elbit Systems en Israël) en tirent d'énormes profits et il est difficile de tracer les volumes de production ainsi que leurs destinations. Les différentes pièces sont fabriquées dans plusieurs pays puis expédiées là où elles seront finalement assemblées, souvent aux États-Unis, avant d'être ré-expédiées via l'Europe et la Méditerranée.

**Depuis 2024,  
l'Espagne refuse  
aux navires avec  
une cargaison  
d'armes vers Israël  
l'autorisation  
d'accoster.**

Partie le 5 avril du port de Houston (Texas), *Maersk Detroit*, le premier navire, a fait escale à Casablanca (Maroc) le 18 avril, puis le 20 à Tanger où l'attendaient des milliers de Marocains venus protester aux cris de : « Le peuple veut l'interdiction du navire », « Pas d'armes génocidaires dans les eaux marocaines ». Ils ont également appelé à la fin de la normalisation entre le Maroc et Israël, actée fin 2020 en échange ■■■

■■■ de la reconnaissance par Washington de la « souveraineté marocaine » sur le Sahara occidental. Le second navire, *Nexoe Maersk*, dans lequel était transbordée la marchandise, devait par la suite faire escale à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône). Alertés, les dockers CGT sont intervenus. « *Maersk a mis à disposition le manifeste du navire et l'ensemble des conteneurs a été contrôlé. Rien à signaler, ni armes ni pièces* », a fait savoir le syndicat. Difficile en l'absence de preuves tangibles d'aller plus loin, même si les dockers réaffirment « *militer pour la paix et l'arrêt du génocide* ». Le *Nexoe Maersk* se trouve maintenant dans le port de Haïfa et doit appareiller bientôt pour l'Égypte.

#### « LES DONNÉES OFFICIELLES NE DISENT RIEN DES LIVRAISONS FRANÇAISES VIA D'AUTRES PAYS »

Il reste que des armes partent bien vers Israël. Ainsi, The Ditch affirme que « *quatre entreprises irlandaises fournissent des pièces détachées au principal fournisseur d'armes de l'armée israélienne* », à savoir Elbit Systems, dont le siège social est à Haïfa. Des pièces très certainement plus difficiles à déetecter comme composants d'armements. C'est le cas des adhésifs UV Optimax, livrés par Novachem, basé dans le comté de Meath. Le 11 mars, Powell Electronics, basé dans la ville irlandaise de Kildare, a expédié des marchandises décrites comme des « connecteurs »

sur les bordereaux d'expédition à l'usine Cyclone d'Elbit Systems à Karmiel, au centre de la Galilée. Cette usine fabrique des pièces pour les avions de chasse F-35 et F-16.

Une enquête publiée par le site Disclose et le journal *Marsactu*, le 25 mars 2024, a affirmé que la France

**Paris a envoyé 100 000 pièces pour des fusils-mitrailleurs susceptibles d'être utilisés à Gaza.**

avait envoyé, à la fin du mois d'octobre 2023, au moins 100 000 pièces de cartouches pour des fusils-mitrailleurs susceptibles d'être utilisés à Gaza. En septembre 2024, Fabien Gay, sénateur communiste, interrogeait le ministre français des Affaires étrangères sur les ventes d'armes opérées par la France à Israël en 2023 et 2024. Il rappelait à cette occasion : « *L'existence d'un risque génocidaire plausible à Gaza, reconnu par une haute instance internationale, oblige désormais expressément l'ensemble des États, qui sont notamment tenus de cesser tout export d'armes, de matériels ou de technologies militaires vers Israël.* » Le gouvernement français, poussé dans ses retranchements, devait finalement avouer procéder à des exportations, mais que « *celles-ci ne sont autorisées que dans un cadre strictement défensif* ».

« *Les données officielles ne disent rien, par exemple, des livraisons d'armes d'entreprises françaises via d'autres pays* », fait remarquer l'Observatoire des multinationales. « *C'est ainsi qu'un capteur sensoriel produit en France par Exxelia avait été retrouvé parmi les débris d'un missile qui a tué trois enfants en 2014 à Gaza.* » Le syndicat CGT de l'entreprise STMicroelectronics Crolles indiquait dans une lettre adressée aux « *camarades syndicalistes de Palestine* », en date du 11 décembre 2023 : « *Nous n'avons pas aujourd'hui d'éléments sur la présence de puces fabriquées dans nos usines dans l'armement israélien qui frappe avec tant de violences le peuple palestinien. Mais cela reste possible.* »

Tout est effectivement possible, même et surtout l'impossible. The Ditch a identifié six vols cargo de la Lufthansa qui transportaient des composants essentiels pour les avions de combat F-35 de l'armée israélienne à travers l'espace aérien souverain irlandais en avril, mai, juin et juillet 2024.

Rien ne dit que cela ne continue pas. Surtout pas les cris d'orfraie poussés par les gouvernements européens. En secret et sans aucun contrôle des peuples, ils continuent à laisser les canaux ouverts, alimentant ainsi Israël dans son entreprise génocidaire à Gaza. ■

PIERRE BARBANCEY



Un soldat israélien dans la vieille ville d'Hébron, en Cisjordanie, le 4 janvier. MOSAB SHAWER/MIDDLE EAST IMAGES/AFP

## « La France viole ses engagements internationaux »

Paris ne respecte pas le traité sur le commerce des armes approuvé par les Nations unies en 2013, note Benoît Muracciole, président d'Action sécurité éthique républicaines. Le texte interdit tout transfert vers des États responsables de crimes contre l'humanité.

### a France continue-t-elle à livrer des armes ou des composants à Israël ?

Le gouvernement français a affirmé en mars respecter tous les traités signés sur le commerce des armes. Le ministère des Affaires étrangères a clairement indiqué « *que les matériels exportés vers Israël ne sont pas des armes proprement dites, mais des composants élémentaires* ». Le gouvernement reconnaît donc exporter du matériel au gouvernement israélien et de violer ses engagements internationaux dont l'article 6 du traité sur le commerce des armes (TCA), approuvé en 2013 par l'Assemblée générale des Nations unies. Le paragraphe 3 est clair. La France doit cesser tout transfert d'armes qui « *pourraient servir à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité, des violations graves des Conventions de Genève de 1949* ». Chaque pays ayant ratifié le TCA a l'obligation de cesser ses exportations vers des États impliqués dans des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou un potentiel génocide. Des situations que plusieurs rapports ont documentées dans les territoires palestiniens occupés. Le gouvernement français contrevient à cet accord et aux signatures d'autres traités internationaux sur la prévention de génocide par exemple. Pourtant, le président français s'est prononcé en octobre contre les livraisons d'armes à Israël. Mais l'absence de transparence ne nous permet pas de savoir si les paroles sont suivies d'actes. Il a déjà menti sur la guerre au Yémen.

### ENTRETIEN

françaises sont également signataires de l'accord de Wassenaar, en 1996, sur le contrôle des exportations d'armes conventionnelles, de matériels de guerre et de biens et technologies à double usage (civil et militaire). Ce forum multilatéral permet de promouvoir la transparence, les échanges de vues et d'informations, ainsi qu'une plus grande responsabilité dans les transferts d'armes. La seule obligation faite aux États est de notifier les transferts d'armes et de matériel de guerre et de biens à double usage. Avec plusieurs associations nous avons lancé en 2024 une action visant à stopper les transferts d'armes de la France vers Israël en demandant de suspendre la licence ML3 (munitions, pièces détachées et composants) auprès du premier ministre, Gabriel Attal, et nous avons saisi le tribunal administratif. Nous attendons la date pour la cour d'appel.

### Comment lutter contre l'opacité sur les exportations d'armes ?

Normalement, les autorités doivent rendre tous les ans, en juin, un rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France. Si cela a eu lieu en 2024, cela n'a pas été le cas en 2023. Faute d'informations suffisantes, la société civile ne peut pas agir correctement. Il existe 22 catégories, assez peu détaillées, ce qui nous empêche de savoir véritablement de quel type de matériel il s'agit. Mais la mobilisation citoyenne et celle des ONG comme BDS, France-Palestine, Stop Arming Israel nous permet d'être informés et de lancer des actions. Les dockers, les douaniers nous aident également, comme en 2020, à Cherbourg, avec le blocage du cargo *Bahri Yanbu*. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA

«Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant.»

Karl Marx

## L'HOMME DU JOUR



### Mohsen Mahdawi

Un sérieux revers pour Donald Trump. Ce 30 avril, un juge fédéral états-unien a ordonné la libération de Mohsen Mahdawi. L'étudiant et militant palestinien, engagé dans le mouvement contre le génocide à Gaza au sein de l'université de Columbia (New York), avait été appréhendé à son entretien de naturalisation dans le Vermont, mi-avril. Le juge Geoffrey Crawford a expliqué que sa détention de deux semaines « démontre jusqu'à présent qu'une personne qui n'a été accusée d'aucun crime subit un préjudice important ». Une charge directe contre l'instrumentalisation de la justice à des fins politiques. À l'extérieur du tribunal, Mohsen Mahdawi a adressé à ses soutiens : « Nous, le peuple, tiendrons la Constitution pour responsable des principes et des valeurs auxquels nous croyons. » Sa libération se fait toutefois sous conditions : le jeune homme doit rester dans le Vermont et n'est autorisé à aller à New York que pour suivre ses cours et voir ses avocats. L'administration Trump n'a pas tardé à monter au créneau dans une inversion des valeurs dont elle est coutumière. La secrétaire adjointe du département de la Sécurité intérieure, Tricia McLaughlin, a ainsi suggéré : « L'administration Trump s'est engagée à rétablir l'État de droit dans notre système d'immigration. Aucun juge, ni celui-ci ni aucun autre, ne nous empêchera de le faire », précisant que la « carte verte » restait un privilège. Elle continue ainsi de menacer Mohsen Mahdawi pour ses activités militantes. Ce dernier a grandi dans un camp de réfugiés palestiniens en Cisjordanie occupée et dispose d'un permis de résidence légal aux États-Unis. Preuve que le bras de fer avec les juges est amené à se poursuivre. Ce n'est pas la première fois que la justice invalide une décision de l'administration Trump. ■

LINA SANKARI

## L'œil de Soph'

MEURTRE DANS UNE MOSQUÉE DU GARD:  
L'EXTRÊME DROITE DÉNONCE UNE "RÉCUPÉRATION DU DRAME"



## LA BONNE NOUVELLE La Nouvelle-Calédonie protège ses fonds marins

Les gastéropodes marins des fonds calédoniens vont pouvoir vaquer à leurs occupations. Ce 29 avril, la Nouvelle-Calédonie a pris une décision fondatrice en adoptant un moratoire de cinquante ans sur l'exploitation de ses abysses. Jusqu'en 2075, seules les recherches scientifiques sur le parc de la mer de Corail et ses 1,3 million de kilomètres carrés seront ainsi autorisées. Un échec pour le président états-unien Donald Trump, qui entendait déréguler l'exploitation sous-marine en favorisant l'extraction.

«Plutôt que de céder à la logique du profit immédiat, la Nouvelle-Calédonie peut choisir d'être pionnière dans la protection des océans. C'est aussi un levier stratégique pour affirmer notre souveraineté environnementale face aux multinationales et un signal fort d'engagement envers les générations futures», a expliqué Jérémie Katidjo Monnier, membre du gouvernement local chargé du dossier. Avec plus de 20 000 espèces différentes, les fonds calédoniens recèlent un patrimoine rare et précieux. ■ L. S.

## ! L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Enseignement** La commission d'enquête parlementaire sur les violences dans les établissements scolaires a révélé que le rapport réalisé en 2023 sur le collège parisien Stanislas a été «plutôt édulcoré». Le climat raciste et homophobe, mentionné dans le rapport initial, ne figurait plus dans le document final, selon des éléments livrés par l'une des inspectrices.

**Santé** Des chercheurs français sont sur la piste d'une parade à la résistance aux antibiotiques. Ils ont identifié une protéine qui favorise l'antibiorésistance et ont utilisé une molécule pour la bloquer en laboratoire. Au cours des vingt-cinq prochaines années, l'antibiorésistance pourrait s'aggraver au point de tuer des dizaines de millions de personnes, selon une modélisation.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Une liste

● Aïe, se dit-on dans un premier temps en découvrant la une du Figaro magazine, le trumpisme nuit à la santé mentale : La France serait « *le dernier bastion du wokisme* », que l'agité du bureau Ovale serait en passe d'éradiquer aux États-Unis. L'hebdomadaire s'appuie, sur « *le livre choc* » sorti cette semaine : *Face à l'obscurantisme Woke*. Lequel obscurantisme « *inaugure un nouvel âge de la bêtise* » et n'est rien d'autre qu'un « *charabia pseudo-intellectuel* » fondé sur des mots comme « *hétéropatriarcat, racisme systémique, culture du viol* »... Bref, toutes ces choses qui n'existent que dans les cerveaux déviants, pour ne pas dire plus, de quelques personnalités dont le journal nous donne d'ailleurs les noms. L'historien Patrick Boucheron, qui raconte « *l'histoire de France vue de Tombouctou ou de Palerme* », les économistes Thomas Piketty et Julia Cagé, la Prix Nobel Annie Ernaux... En tout 24 noms avec leur photo, sous le titre « *Les wokistes français* ». Il y a une différence entre citer des noms dans un article et dresser une liste. ■

## ! C'EST UN MONDE

### Répression en Turquie

Le journaliste suédois Joakim Medin, arrêté fin mars en Turquie, a été condamné mercredi 30 avril à onze mois de prison avec sursis pour « *insulte au président* » turc, mais restera en prison dans l'attente d'un autre procès pour « *appartenance à une organisation terroriste* ». Il encourt jusqu'à neuf ans de prison.

## ! C'EST UN SCANDALE

### Mal de crâne profitable

Le Doliprane, médicament le plus prescrit en France, passe sous pavillon américain. Sanofi a revendu à CD&R les si petites boîtes jaunes. La rémunération fixe annuelle du dirigeant britannique de l'entreprise française, Paul Hudson, passe de 1,4 million d'euros à 1,6 million pour 2025, soit une hausse de 14,3 %.



REPORTAGE

Les deux chefs de file du parti lepéniste, le 1<sup>er</sup> mai, à Narbonne.  
MANON CRUZ/REUTERS

# Le RN tente une OPA sur les luttes sociales

## EXTRÊME DROITE

Le Rassemblement national a tenu son meeting du 1<sup>er</sup> mai dans l'Aude, consacré à ses ambitions municipales et présidentielles. Le parti entend instrumentaliser les droits des travailleuses et travailleurs dans sa conquête du pouvoir.

Narbonne (Aude), envoyée spéciale.

**I**l faut manquer sérieusement de culture politique pour ne pas avoir le sentiment d'un odieux braquage, tandis que l'extrême droite cite Léon Blum et les conquêtes sociales, depuis une tribune de l'Arena de Narbonne (Aude). À l'occasion de son traditionnel meeting du 1<sup>er</sup> mai, cette année les deux patrons du Rassemblement national, Marine Le Pen et Jordan Bardella, ont posé leur bagage dans cette commune de l'Aude, que le RN aimerait conquérir aux prochaines municipales.

Pendant une demi-heure, dans une tentative opportuniste de récupérer la Journée internationale des travailleurs, Marine Le Pen s'est livrée à une ode aux luttes sociales, en multipliant, avec Louis Aliot et Jordan Bardella, les références au Front populaire de Léon Blum, socialiste et ex-député de la circonscription de Narbonne, dont le siège est aujourd'hui occupé par le lepéniste Frédéric Falcon. « C'est par la lutte et l'engagement que la

Sécurité sociale, la journée de travail à 8 heures, les libertés syndicales ou encore les congés payés ont été obtenus et gravés dans le marbre de notre modèle social », a plastronné Jordan Bardella, comme si sa famille politique n'avait pas, à l'époque, tenter de renverser y compris par la force l'union de la gauche. Ce qui n'empêche pas le président du RN de faire l'éloge, ensuite, de « la France qui se lève tôt et qui se couche tard, qui ne compte pas ses heures et ses efforts, qui œuvre sans jamais se plaindre ». Pour le parti d'extrême droite, le travail est au service de la puissance nationale et non de l'émanicipation collective. « La justice sociale n'est pas une entame au développement économique », a ajouté Marine Le Pen.

Espérant faire de Narbonne un nouveau maillon de son ancrage territorial, Marine Le Pen a enjoint à ses fidèles de lutter à l'échelon municipal : « Ces élections vous donneront l'occasion de vous lever. Redresser notre pays commence à l'échelle la plus proche des Français. » Le RN ne détient qu'une dizaine de villes dans tout l'Hexagone, mais en Occitanie

**Marine Le Pen se garde bien d'évoquer une candidature Bardella, si elle était condamnée en appel.**

espère s'appuyer sur l'aura de Perpignan (Pyrénées-Orientales), dirigée par le vice-président du parti, Louis Aliot, et dans une moindre mesure de Béziers (Hérault), sous la houlette de Robert Ménard.

#### LA RHÉTORIQUE DU « COMPLÔT POLITIQUE » ET D'UNE JUSTICE TÉLÉGUIDÉE

Pour ce faire, Marine Le Pen compte chauffer ses militants à blanc en agitant la peine d'inéligibilité prononcée contre elle il y a un mois, pour détournements de fonds publics, et qui pourrait l'empêcher de se présenter en 2027. « Depuis bientôt trente ans, je lutte pour vous rendre justice. Aujourd'hui je lutte pour mon honneur et mon innocence pour vous représenter en 2027. Nous sommes prêts », promet la fille de Jean-Marie Le Pen. L'héritière de Montretout, qui craint que son parti ne lui échappe si une guerre de succession s'ouvrail, se garde bien d'évoquer l'hypothèse d'une autre candidature, comme celle de Jordan Bardella, si jamais elle venait à être condamnée à nouveau en appel, en 2026. Dans la foule de ses partisans, la rhétorique du « complot politique » et d'une justice téléguidée contre le RN a en tout cas bien imprégné les esprits. « Tout ça c'est des magouilles », expédie Jean-Philippe, policier de 52 ans, quand on évoque le jugement du tribunal judiciaire de Paris. Avec sa compagne, Céline, salariée de la fonction publique hospitalière, ils ont suivi leur fille de 20 ans, Lisa, dans la fosse de l'Arena de Narbonne – le soutien au RN est aussi une affaire de famille. Les sonos crachent des tubes de variété française, puis soudain des huées s'élèvent quand le DJ, visiblement mal briefé, lance une chanson d'Indochine. Le groupe avait refusé de jouer à Perpignan, en 2023, tant que la ville serait dirigée par l'extrême droite...

À Narbonne non plus, tout le monde n'est pas résolu à laisser la place au RN. En marge du meeting, une quarantaine d'organisations syndicales, associatives, politiques, féministes, écologistes et antiracistes ont organisé un village antifasciste, en plus de la marche traditionnelle du 1<sup>er</sup> Mai. Débats, cantine solidaire, exposés et concerts se sont enchaînés entre la médiathèque et le palais du Travail de Narbonne. Le meeting lui-même n'a pas échappé aux perturbations. Elles ne sont pas venues de la gauche mais du collectif pro-Israéliens Nous Vivrons, qui a réalisé un happening quelques minutes après le début du discours de Marine Le Pen : « Vous n'êtes pas le bouclier des juifs ! » ont brandi plusieurs militants, avant d'être évacués sous les sifflets des sympathisants du Rassemblement national. ■

EMMA MEULENYSER

## Les dissolutions très politiques de Bruno Retailleau

**DIVERSION** Le ministre de l'Intérieur a initié des procédures contre le groupe antifasciste lyonnais la Jeune Garde, le collectif pro-palestinien Urgence Palestine, mais aussi le groupuscule identitaire Lyon populaire. Une manière de s'afficher en rempart contre « les extrêmes ».

**B**runo Retailleau a la dissolution facile. Le ministre de l'Intérieur a lancé, à la veille du 1<sup>er</sup> mai, trois procédures de dissolution administrative. D'abord visé notamment, deux organisations de gauche radicale – le collectif antifa lyonnais la Jeune Garde et Urgence Palestine. « Plusieurs membres de la Jeune Garde sont mis en cause par la justice, notamment pour des faits de violence », a justifié Bruno Retailleau à propos de la première, alors que la dissolution de l'organisation avait été réclamée à l'Assemblée par le Rassemblement national.

« C'est lunaire, ce qui est en train de se passer », dénonce auprès de *l'Humanité* le député LFI Raphaël Arnault, cofondateur de la Jeune Garde : « Cette dissolution a été demandée par des groupes néofascistes qu'on combat depuis des années et dont on a réussi à faire fermer les locaux. On prépare notre réponse juridique : nous sommes une organisation sérieuse et non pas violente. » Et l'élu de citer le précédent des Soulèvements de la Terre, accusé « d'écoterrorisme » par Gérald Darmanin, mais dont la dissolution avait été finalement annulée

par le Conseil d'État. Le mouvement a reçu le soutien de nombreuses personnalités, dont la communiste Elsa Fauchillon : « En considérant l'antifascisme comme une menace, il entretient un confusonisme dangereux pour notre démocratie et l'ensemble du mouvement social », a-t-elle déclaré.

#### UNE VOLONTÉ DE « TAPER SUR LES ISLAMISTES »

Bruno Retailleau a aussi annoncé la dissolution du collectif Urgence Palestine. L'organisation, créée quelques jours après les attentats du 7 octobre 2023 et les bombardements israéliens sur Gaza, lutte pour « l'autodétermination du peuple palestinien ». Controversée, Urgence Palestine avait notamment choqué en rendant hommage à Ismaïl Haniyeh, chef du Hamas tué durant l'été 2024. Le ministre de l'Intérieur a motivé sa décision par sa volonté de « taper sur les islamistes ». Omar Al Soumi, porte-parole d'Urgence Palestine, a vivement réagi : « À l'heure où le peuple palestinien fait face au génocide, à la famine, ce que fait le gouvernement français est insupportable. » Cette dissolution s'inscrit dans un contexte plus large de criminalisation des soutiens à la Palestine, alors que de nombreuses manifestations ont été interdites, des conférences universitaires annulées et que les procédures pour apologie du terrorisme, parfois fallacieuses, se multiplient. Début 2025, deux autres collectifs pro-Palestiniens, accusés de ne pas modérer des messages antisémites dans la section commentaires de leurs réseaux sociaux, ont été dissous : Palestine vaincra et Comité Action Palestine.

Les deux mandats d'Emmanuel Macron ont été par ailleurs marqués par un nombre record de procédures de dissolution d'associations (48, essentiellement d'extrême droite ou proches de l'islam radical). Souvent peu efficaces sur le terrain, elles ont surtout une portée symbolique et donc politique. En compétition avec Laurent Wauquiez pour prendre la tête du parti « Les Républicains » et se propulser vers l'Élysée, Bruno Retailleau l'a bien compris et n'a d'ailleurs pas manqué d'ajouter sur sa liste à dissoudre le groupuscule identitaire Lyon populaire. Une manière de se protéger derrière un étrange « en même temps », où fascistes et antifascistes seraient jetés dans le même panier. ■

JULIE DEBRAY-WENDELING



Retrouvez notre édition spéciale le mercredi 7 mai

## Ils avaient en eux tous les rêves du monde

Le 8 mai 1945, un immense espoir balayait la planète avec la capitulation de l'Allemagne nazie. De la libération des camps de la mort à la création de l'ONU, en passant par Yalta et l'ébranlement du système colonial, 1945 a jeté les bases d'un monde nouveau.

**LA CFDT DÉFEND LE 1<sup>er</sup> MAI**

Une proposition de loi centriste déposée au Sénat entend autoriser les boulangeries et fleuristes à ouvrir le 1<sup>er</sup> mai. Cette journée « doit rester un jour exceptionnel et particulier dans l'année », prévient Marylise Léon, la responsable de la CFDT.

**PRÉAVIS DANS LA SANTÉ**

Dans la fonction publique hospitalière, FO a déposé un préavis pour une grève du 7 mai au 30 juin. Le syndicat réclame « le retour au maintien de la rémunération à 100 % pendant les trois premiers mois en arrêt de travail et la suppression du jour de carence ».

**RÉFLEXION AU « CONCLAVE »**

Les participants au « conclave » sur les retraites (CFDT, CFE-CGC, CFTC, Medef, CPME) ont débattu de la possibilité de reprendre la gestion du régime général, sans s'accorder sur les critères de pilotage, les syndicats refusant que l'âge légal de départ en soit un.

Dunkerque (Nord), correspondance.

**« J**e marche pour quemon papagarde son travail. » La pancarte en carton est tenue par une petite fille de 8 ans dont le père, Emerson Haegman, est ouvrier de maintenance chez ArcelorMittal, embauché en 2006, année de la fusion des groupes français Arcelor et indien Mittal. Elle attend le départ de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Dunkerque, tandis que les prises de parole de la CGT, de la FSU et de Solidaires dénoncent « l'horreur » du meurtre d'Aboubakar Cissé à la mosquée de La Grand-Combe (Gard), affirment le soutien aux « Ukrainiens et Palestiniens », fustigent « l'abandon des services publics » ou soulignent la nécessité d'une « riposte antifasciste populaire ».

Mais c'est bien l'annonce récente de 636 licenciements au sein du groupe sidérurgique, dont la plus grosse usine est installée à Dunkerque – 3 200 salariés pour les seuls CDI –, qui donne une couleur particulière à l'événement. Avec à la clé une affluence – 2 000 personnes – plus importante que les autres années et la présence de nombreuses figures politiques nationales de la gauche, dont les chefs du PS, Olivier Faure, et des Écologistes, Marine Tondelier.

**« LA DIRECTION VA DEVOIR S'EXPLIQUER »**

« C'est beau, cette mobilisation, mais on n'a pas le choix, commente au micro Gaëtan Lecocq, secrétaire du syndicat CGT d'ArcelorMittal Dunkerque. Car si ArcelorMittal tombe, ce sera, par effet domino, tous les Hauts-de-France et toute l'industrie qui tomberont. Cela fait un an qu'on alerte et malheureusement on avait raison. L'acier, comme l'électricité, est un bien commun. Nous demandons

**« L'acier, comme l'électricité, est un bien commun. »**

**GAËTAN LECOCQ, SECRÉTAIRE DDE LA CGT ARCELORMITTAL DUNKERQUE**

la nationalisation de la sidérurgie française. » Et le syndicaliste de fixer un ultimatum de « deux mois ». « Sans cela, le 5 juillet, il n'y aura pas d'étape du Tour de France Valenciennes-Dunkerque », promet Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de la CGT du Nord.

« Nationalisation » : le mot d'ordre revient en boucle. Aurélie Trouvé, présidente LFI de la commission des Affaires économiques à l'Assemblée nationale, y ajoute « l'interdiction des licenciements boursiers quand il y a des versements de dividendes ». « Il ne doit plus y avoir 1 euro d'aide sans la contrepartie d'une entrée de l'État au capital », complète le député Notre France François Ruffin, qui réclame également « une protection au niveau européen, avec des barrières tarifaires aux frontières ». Karine Trottein, secrétaire du PCF du Nord, élargit à « la remise en cause des traités sur la libre concurrence et des accords de libre-échange ». De son côté, le député écologiste Benjamin Lucas annonce que la commission d'enquête parlementaire sur les défaillances des pouvoirs publics face à la multiplication des plans de licenciements a décidé de convoquer la direction d'ArcelorMittal, qui « va devoir s'expliquer sous serment ».

De son côté, c'est tout un système que décrypte Reynald Quaegebeur, délégué central CGT à ArcelorMittal France. « La concurrence chinoise existe, on ne va pas le nier,

**REPORTAGE**

De nombreux sidérurgistes étaient présents dans la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Dunkerque (Nord). MATHIEU DRÉAN

# À Dunkerque, la nationalisation dans toutes les têtes

**1<sup>er</sup> MAI** Le cortège a pris une ampleur particulière après l'annonce de 636 licenciements chez ArcelorMittal, dont la plus importante usine française est sur la Côte d'Opale.

**L'AGENDA**



**Semaine du 5 mai** La CGT cheminots entame une grève, notamment sur les questions de rémunération.  
**9, 10 et 11 mai** Le syndicat de cheminots, SUD rail, incite

à un débrayage des contrôleurs pour réclamer notamment la revalorisation de 100 euros de la prime et pour protester contre les modifications du rythme de travail.

**13 mai** L'intersyndicale (CGT, Unsa, FSU, Solidaires, CFE-CGC) appelle les fonctionnaires à faire grève contre le gel du point d'indice, «l'affaiblissement et l'abandon de missions de service public».

**5 juin** Le syndicat CGT lance une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle pour l'abrogation de la réforme des retraites et pour la défense de l'emploi et des services publics.

mais le manque d'investissement d'ArcelorMittal (en France), c'est stratégique. Mittal a récupéré les brevets, le savoir-faire et il est désormais capable de produire dans des usines où ça lui coûte moins cher, du point de vue social et environnemental. En 2006, ArcelorMittal France comptait sept hauts-fourneaux et une capacité de 20 millions de tonnes d'acier par an. Aujourd'hui, trois hauts-fourneaux sont en activité, pour une production de 8 millions de tonnes.»

Colette (1), infirmière à l'usine de Dunkerque, a observé l'effet des économies jusque dans son service : « Avant, nous étions postées, donc présentes 24 heures sur 24. Nous sommes passées «de jour», sous prétexte de qualité de vie. » Résultat : de plus en plus souvent, les ouvriers qui se blessent sont contraints d'aller aux urgences de l'hôpital de Dunkerque ou renoncent à tout soin. « Les infirmières qui étaient postées avaient demandé à l'être », insiste Colette.

À ses côtés, Laura (1), qui travaille chez un sous-traitant chargé du nettoyage des douches, de l'infirmérie ou encore du réfectoire d'ArcelorMittal Dunkerque. Dans son entreprise, une cinquantaine de salariés sont spécifiquement dédiés à ce contrat. « Personnellement, je suis bientôt à la retraite, mais je suis inquiète pour mes petits-neveux et nièces. » Et dans le Dunkerquois, les entreprises qui dépendent du sort d'ArcelorMittal sont nombreuses. Exemple, la centrale DK6 (groupe Engie), où 75 salariés produisent de l'électricité à partir de la combustion des gaz émis par l'usine sidérurgique. « On ne veut pas être les dindons de la farce », prévient le délégué CGT Stéphane Avonture. ■

LUDOVIC FINEZ

(1) Les prénoms ont été modifiés.

## PARIS UNE « RÉUSSITE », MAIS DES VIOLENCE EN MARGE

Plus de 100 000 personnes ont défilé à Paris entre la place d'Italie et celle de la Nation. Une journée de mobilisation décrite comme « une réussite » par Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. « C'est une première étape qui sera suivie de beaucoup d'autres, a-t-elle poursuivi. Le 13 mai, nous donnons rendez-vous aux fonctionnaires pour exiger des augmentations de salaires, défendre les services publics. Et le 5 juin pour l'abrogation de la réforme des retraites. » Seule ombre au tableau : le stand du Parti socialiste, et notamment le député Jérôme Guedj, qualifié de « sioniste », a été pris pour cible par des individus cagoulés et vêtus de noir. « Nous avons été insultés puis attaqués par des black blocs », a affirmé Chloé Ridel, porte-parole du PS, précisant qu'un élu a été blessé. « Ils servent d'idiots utiles à tous ceux qui rêvent de transformer la foule des travailleurs en meute violente qu'il faudrait contenir », s'est désolé Olivier Faure, son premier secrétaire. Au moins 52 personnes ont été interpellées.

## Fabien Roussel en soutien aux travailleurs d'Outinord

Le secrétaire national du PCF était à Valenciennes aux côtés des salariés de l'entreprise métallurgique, dont les emplois sont menacés, et a fustigé les délocalisations.

**Valenciennes (Nord), envoyée spéciale.**

I y a quelques jours, ils ont appris la fermeture prochaine de leur usine de Saint-Amand-les-Eaux (Nord) et le licenciement de 126 des 146 travailleurs du site. Alors, cette année, pour les salariés d'Outinord, ce 1<sup>er</sup> Mai revêt une symbolique particulière. Loin de se laisser abattre, ils se sont donné rendez-vous à Valenciennes, à quelques kilomètres de leur lieu de travail, pour former un cortège combatif. Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et maire de Saint-Amand-les-Eaux, est venu leur apporter son soutien. « Je me devais d'être ici, auprès des miens, justifie-t-il. Le 1<sup>er</sup> Mai, c'est la défense des droits des travailleurs, et c'est important que les salariés d'Outinord soient mobilisés pour défendre leur entreprise et leurs emplois qui sont menacés. » Au même moment, à Dunkerque, une autre mobilisation se tient en soutien aux salariés d'ArcelorMittal, eux aussi menacés par les suppressions de postes.

Sur la place d'Armes valenciennoise, près de 200 autres personnes étaient rassemblées. Au

milieu des drapeaux floqués de la CGT, des Jeunes communistes, de SUD rail ou des Écologistes, Sylvain, banderole à la main et vêtu d'un tee-shirt à l'effigie de son entreprise, est accompagné de son fils, Tao. Avec dix-neuf années d'ancienneté au compteur chez Outinord, ce chargé de commandes envisage une reconversion professionnelle en cas de licenciement. « Moi, j'ai plusieurs cordes à mon arc, donc ça va. À la base, je suis cuisinier. Mais je pense à ceux qui ont plus de 50 ans, avec trente ans d'ancienneté, pour qui ça va être plus difficile de retrouver du travail », se désole-t-il.

### LE GROUPE DÉLOCALISE UNE PART DE L'ACTIVITÉ EN INDE

Pour Tiphanie également, la fermeture de l'usine est une grande désillusion. Après une alternance il y a une dizaine d'années, et un retour chez Outinord en tant que salariée il y a quatre ans et demi, l'Amandinoise de 34 ans se voyait faire carrière dans cette entreprise qu'elle connaît depuis toujours. « Je suis revenue, je me suis investie... Et maintenant, c'est très flou. On se bat pour essayer de sauver le site et les emplois. »

Fabien Roussel abonde. D'autant que le cas de l'entreprise locale est un exemple emblématique, particulièrement dans le Valenciennois où « il y a toujours eu 4 % de plus de chômage que dans le reste de la France », souligne le responsable communiste. Ce qu'il s'y passe reflète à ses yeux le besoin d'une véritable politique de réindustrialisation de la France, qu'il appelle de ses voeux. « Saint-Amand-les-Eaux, c'est la maison mère d'Outinord : c'est ici que la marque a été créée. Aujourd'hui, le groupe qui l'a rachetée délocalise une part de l'activité en Inde. On doit se battre pour maintenir cette activité ici, et pour que tout le monde ait un travail », insiste-t-il.

Un combat qui, en ce jour de défense des droits des travailleurs, est primordial. Et qui, pour Fabien Roussel, se traduit par une reprise en main de la production française, et surtout de son autonomie énergétique. « On a besoin de produire ce que l'on consomme ici, d'investir en France. Il faut mettre un coup d'arrêt au libre-échange, et relocaliser la production pour arrêter les importations qui viennent de loin et qu'on pourrait produire ici. » ■

ELORA Mazzini



Valenciennes (Nord), le 1<sup>er</sup> mai. Fabien Roussel accompagné par Patrick Dufour, ancien salarié d'Outinord et adjoint au maire de Saint-Amand-les-Eaux. CLAIRE CORRION POUR L'HUMANITÉ



Le 12 juillet 2022, Emmanuel Macron visitait le site de Crolles (Isère).

## STMicroelectronics annonce une saignée en France et dans le monde

**INDUSTRIE** Le fabricant de semi-conducteurs va supprimer environ 1000 postes dans l'Hexagone. Une décision « scandaleuse », selon la CGT, qui rappelle que le groupe a empêché 2,9 milliards d'euros d'aides publiques et que l'État est un de ses actionnaires.

**L**es syndicats de STMicroelectronics voyaient venir la menace depuis plusieurs semaines. Le coupe-ret est tombé mardi 29 avril, lors d'un comité social et économique (CSE) : le fabricant de semi-conducteurs a annoncé aux élus du personnel son intention de supprimer environ 1000 emplois sur ses sites français (sur les 2800 suppressions prévues dans le monde), selon une information d'*Ici Touraine* (ex-France Bleu).

Si le chiffre est en deçà de ce qui avait été annoncé par l'agence de presse Bloomberg début avril (par laquelle les salariés avaient eu vent des projets de la direction), la saignée n'en reste pas moins violente et loin du simple « *remodelage industriel* » invoqué par le groupe pour préparer le terrain à ces réductions d'effectifs.

Les sites de Tours, en Indre-et-Loire, et de Crolles, en Isère – département qui concentre une grande partie des effectifs (7 500 salariés sur les 11 500 en France) –, risqueraient d'en payer le prix fort, selon les informations de la CGT, qui estime que, entre les départs volontaires et les mobilités, le groupe ne garderait qu'un quart de ses effectifs actuels en France. Le 31 octobre 2024, à la suite de l'annonce de la chute de 67 % de son bénéfice net sur un an du fait de la crise du marché de l'automobile, la direction de STMicroelectronics avait évoqué le lancement d'un « *nouveau projet d'entreprise* » aboutissant à un plan d'économies de plusieurs centaines de millions de dollars, impliquant une évolution de son « *implantation industrielle* ». Mercredi, elle a donc officialisé la facture sociale et tenté d'amoindrir ses conséquences sur les salariés du groupe en évoquant un plan de départs volontaires, qui « pourraient intervenir d'ici à fin 2027 (...) avec des options

de mobilité interne et externe » (selon le communiqué de la direction consulté par *Ici Touraine*). La CGT n'en dénonce pas moins le flou de ces annonces et l'incertitude dans laquelle elles plongent les 11 500 salariés du groupe en France.

### LE GOUVERNEMENT SANS RÉACTION

« Nous n'avons aucun chiffrage précis concernant les départs par site, ni d'informations sur les cibles de personnels pour les nouvelles activités et parfois même pas de cible de production. La direction s'est contentée de nous redire quelles activités vont être arrêtées, où elles vont partir, les technologies qui vont être transférées... Mais tout cela, sans aucun rétroplanning, ni projections sur les effectifs », s'indigne Sandy Bel, déléguée syndicale centrale CGT, qui a exigé de la direction que « des informations claires et précises soient communiquées ».

La syndicaliste dénonce avant tout « une décision scandaleuse » au vu des « 2,9 milliards d'euros de subventions empêchés par le groupe et les millions de dividendes versés à ses actionnaires ». Des subventions qui avaient été conditionnées par l'État, selon Sandy Bel, à la création de 1000 emplois au sein de l'usine de Crolles... Ce jeudi après-midi, le gouvernement n'avait pas réagi à ce millier de suppressions de postes. Bercy est pourtant actionnaire à hauteur de 14,1 % via la Banque publique d'investissement. Mais Paris semble plus préoccupé par le sort du PDG, Jean-Marc Chéry, auquel le ministre italien des Finances a retiré son soutien fin avril après l'annonce de 800 suppressions de postes dans l'usine d'Agrate Brianza, dans le nord du pays. Car Rome est lui aussi actionnaire du groupe. ■

HAYET KECHIT

**2 800**  
salariés vont être  
licenciés dans le monde.

## Jennyfer en cessation de paiement

**TEXTILE** La direction a annoncé la liquidation de l'enseigne et la fermeture des 220 magasins. 999 salariés sont sur le carreau.

**D**es salariés KO debout. C'est ainsi que les représentants du personnel de la chaîne de prêt-à-porter Jennyfer décrivent leurs 999 collègues. Le 29 avril, ceux-ci ont été informés que la société était déjà placée en cessation de paiement et allait être, sous vingt-quatre heures, déclarée en liquidation par le tribunal de commerce de Bobigny, avant fermeture définitive, le 28 mai, et ceci, sans garantie de versement du total des salaires d'avril et de mai.

« Cela a été très violent. Je ne suis même pas sûre que tout le monde ait bien réalisé la situation. Certains ont peut-être l'espoir qu'un repreneur se fasse connaître avant le 28 mai. Mais après deux plans sociaux, en 2021 et 2023, puis un redressement judiciaire en 2024, je ne vois pas qui pourrait empêcher la fermeture », se désole Élodie Ferrier.

La secrétaire fédérale de la CGT commerce dénonce une direction qui a caché l'état de la chaîne et la procédure judiciaire jusqu'au dernier moment aux représentants du personnel et qui, du fait de la liquidation, n'est plus responsable de rien devant les salariés.

### UN MODÈLE INTENABLE

Le tribunal de commerce a désormais la main sur l'entreprise et le versement des rémunérations ne dépend plus que des AGS (régime de garantie des salaires). « L'explosion des coûts, la baisse du pouvoir d'achat, les mutations du marché textile et une concurrence internationale toujours plus agressive ont rendu son modèle économique intenable », a indiqué mercredi la direction à l'AFP. Les actionnaires, deux anciens dirigeants adossés à un fournisseur chinois, se faisaient pourtant fort, lors de leur reprise de l'enseigne, de « préserver l'ADN de Jennyfer », qui a « 15 % de part de marché sur les 10-14 ans », mais aussi d'« élargir la cible de clientèle » en se positionnant sur les 15-19 ans et les 20-24 ans. L'échec est patent. Pas de quoi réconforter les salariés qui vont se retrouver sur un marché de l'emploi sinistré par un nombre frappant de plans sociaux ou de disparitions d'enseignes depuis le Covid. Jennyfer risque de s'ajouter aux Camaïeu, Kookai, Gap France, André, San Marina, Minelli, Pimkie, Comptoir des Cotonniers, Princesse Tam Tam, IKKS, Kaporal et bientôt C&A (300 postes menacés depuis mi-mars). « Dans les magasins, les salariés, souvent des jeunes femmes, devraient pouvoir retrouver du travail. Mais ce sera moins facile pour les personnels du siège et de l'entrepôt, où les gens ont entre vingt-cinq et trente ans d'ancienneté et où beaucoup à la logistique ont une reconnaissance de travailleur handicapé », décrypte Élodie Ferrier. ■

STÉPHANE GUÉRARD

# À Istanbul, un 1<sup>er</sup> Mai de résistance au président Erdogan

**TURQUIE** Dans un pays fortement mobilisé après l'arrestation de plusieurs élus, dont l'opposant Ekrem Imamoglu, la fête des droits des travailleurs a pris une dimension nouvelle. Syndicats, partis de gauche, étudiants et salariés ont défilé côte à côte.

Istanbul (Turquie), envoyée spéciale.

« **U**n jour viendra, la roue tournera, l'AKP rendra des comptes au peuple ! » scandent les avocats du barreau d'Istanbul – dont le président est visé par une procédure de destitution – dans le cortège du 1<sup>er</sup> Mai. Sous une pluie battante, la foule converge vers Kadiköy, sur la rive asiatique, à l'est de la métropole turque.

C'est peu dire que ce 1<sup>er</sup> Mai a une coloration très politique, après l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul, le 23 mars dernier, et les vagues d'incarcérations qui ont suivi. L'AKP, le Parti de la justice et du développement du président turc, Recep Tayyip Erdogan, est particulièrement contesté dans les rangs de cette marche à l'appel de la Confédération révolutionnaire des syndicats de Turquie (Disk), de la Confédération des fonctionnaires (Kesk), de l'Union des chambres d'architecture de Turquie (TMMOB) et de l'ordre des médecins (TTB), au tour du mot d'ordre « Nous gagnerons ».

Depuis l'arrestation d'Imamoglu, Özgür Özel, le secrétaire général de son parti, le CHP (le Parti républicain du peuple, social-démocrate), a tenu deux meetings par semaine. Lors du dernier, à Basaksehir, à l'ouest d'Istanbul, la veille de la fête des travailleurs, il y a salué d'une voix éraillée tous les « démocrates » réunis et a appelé à se rendre au rassemblement du 1<sup>er</sup> Mai, à la fois avec le syndicat Disk à Kadiköy, et à Kartal avec le syndicat Türk-İs. Les autres partis de gauche, notamment le DEM (Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples), représentation politique des Kurdes, le Parti des travailleurs (TİP), le Parti de gauche (SOL) et le Parti communiste (TKP) avaient également appelé à se rendre à Kadiköy. Avant

même la manifestation, dans le train urbain Marmaray, à l'approche du point de rendez-vous, Ali Ercan Akpolat, maire CHP d'un arrondissement, interpelle les passagers, rappelant la situation d'Imamoglu qu'il affirme avoir vu la veille. Autour de lui, des slogans fusent : « Tous ou aucun, seul on ne peut se sauver ! » – un emprunt à Brecht. Certains entonnent déjà la chanson turque traditionnelle du 1<sup>er</sup> Mai.

## UN CHÔMAGE QUI ATTEINT LES 28,8 %

Quelques instants plus tard, elle résonne dans les rues où les manifestants chantent, dansent et s'époumonent, agitant leurs banderoles et leurs drapeaux, abrités sous des casquettes floquées de leur logo syndical. Certains ■■■



**REPORTAGE**

Cortège à Kadiköy, à l'est de la métropole turque. DILARA SENKAYA/REUTERS

■■■ sont venus de loin pour manifester, parfois jusqu'à 100 kilomètres alentour.

Dans le cortège, Turgut Dedeoglu, le président de la Disk journalisme, annonce «une des plus grandes manifestations d'Istanbul», rappelant que les arrestations vont au-delà des responsables politiques : «Plus de 30 journalistes ont été arrêtés» depuis le 23 mars. Mais la forte inflation qui traverse le pays et le chômage ont aussi leur part dans cette affluence. «Les chiffres réels du chômage atteignent 28,8 % de la population active, soit 11 730 000 personnes, un record», indiquait le quotidien de gauche *Bir Gün*, dans son édition du 30 avril. «Un programme a été mis en œuvre par la bourgeoisie nationale et internationale pour reprendre les droits des travailleurs», analyse Özkan Atar, le président de la branche métallurgie de la Disk. Et le pays

**« Nous résisterons jusqu'à bâtir ensemble un système démocratique. »**

SELAHATTIN DEMIRTAS,  
LEADER DE GAUCHE  
PRO-KURDES EMPRISONNÉ

subit des privations de libertés syndicales : «Il y a eu de nombreuses interdictions de grèves, mais aussi de former des syndicats, et des licenciements.» Un recul qui provoque, selon Özkan Atar, «de nombreuses protestations des travailleurs». «L'arrestation du maire d'Istanbul et d'autres élus, pour les remplacer par des administrateurs, a ouvert la voie à une résistance sociale et démocratique, et c'est ce qui converge aujourd'hui», conclut-il.

#### PLUS DE 400 PERSONNES ARRÊTÉES PLACE TAKSIM

Le bleu de la Disk textile vient trouver le rouge omniprésent de la confédération. Juste devant les partis politiques, les étudiants d'Istanbul réclament une «université gratuite et universelle». Sur la place de Kadiköy où se rejoignent les cortèges partis de l'ancienne gare d'Haydarpasa et de la gare de Söğütlücesme, les manifestants tiennent bon, sautillant au rythme des slogans, des refrains de *Bella Ciao*, engoncés dans des ponchos de plastique pour se préserver des averses. Depuis la scène où se tient le meeting syndical, une déclaration de Selahattin Demirtas, leader de gauche pro-Kurdes emprisonné par le régime d'Erdogan, est lue : «Nous résisterons jusqu'à bâtir ensemble un système démocratique.» En ce 1<sup>er</sup> Mai, plus de 400 personnes ont été arrêtées à proximité de la place Taksim, interdite aux manifestations depuis le 1<sup>er</sup> Mai sanglant de 1977, selon le quotidien *Cumhuriyet*. La mobilisation populaire est au rendez-vous, mais il reste encore du chemin à parcourir. ■

JESSICA STEPHAN

**OFFRE SPÉCIALE LECTRICES ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ**  
**PASS 3 JOURS À 50€**

## BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile

Pass 3 jours x 50€ =

€ (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :  
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

# L'extrême droite aux portes du pouvoir en Roumanie

**PRÉSIDENTIELLE** Le pays s'apprête à voter les 4 et 18 mai. En tête des sondages, le candidat populiste, George Simion, capitalise sur le rejet des élites.

**L**e flirt avec l'extrême droite se poursuit en Roumanie. Plongé dans une crise politique, économique et sociale, le pays s'apprête à voter les 4 et 18 mai pour élire son président. En tête des sondages avec 35 % des intentions de vote, le candidat populiste George Simion capitalise sur le rejet des élites. C'est la quatrième fois en un an que les électeurs sont appelés aux urnes, après que la Cour constitutionnelle a invalidé le premier tour de la présidentielle de novembre 2024, évoquant manipulations sur TikTok et soupçons de financement illicite visant le candidat d'extrême droite Calin Georgescu. Ce dernier, arrivé alors en tête avec 23 % des voix, a dénoncé un «coup d'État», attisant la colère d'une partie des Roumains et la défiance envers les institutions. Le 9 mars, la candidature de Georgescu, surnommé «l'envoyé de Dieu» par ses partisans, est finalement rejetée par la commission électorale.

Entre soulagement face à l'évitement d'un antisémite assumé et dénonciation d'une dérive anti-démocratique, le climat politique reste tendu. «Il y a un vrai épisode électoral», observe Daniel Sandu, politologue à l'université de Fribourg (Suisse).

Si l'affaire Georgescu a dominé le début de campagne, les

onze candidats restants abordent aussi la situation économique du pays – notamment les difficultés des paysans, confrontés à l'arrivée des produits ukrainiens en l'absence de droits de douane depuis 2022 – et la défiance envers les partis traditionnels. Car la lassitude grandit dans ce pays membre de l'Otan, où l'engagement pro-européen peine à mobiliser. «Le vote pour l'extrême droite est une réponse au discrédit des partis en place», poursuit

**La défiance envers les institutions alimente les discours pro-Russes.**

le politologue. La coalition formée en 2021 par le Parti social-démocrate (PSD), le Parti national libéral (PNL) et l'UDMR est régulièrement critiquée pour son inertie et ses affaires de corruption. Cette exaspération alimente aussi les discours pro-Russes, moins par sympathie envers Moscou que par opposition à l'aide à l'Ukraine et à une Europe accusée d'imposer sa «dictature agricole».

Dans ce climat, l'extrême droite progresse. Fondée en 2019 par George Simion, l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR) entre au Parlement dès 2020, avec 9 %

des voix. Depuis, ses élus, rejoints par ceux de SOS Roumanie, ont dépassé les sociaux-démocrates aux législatives de décembre 2024.

#### SOUTENU PAR WASHINGTON

Avec l'exclusion de Georgescu, le plus modéré mais tout aussi ultranationaliste George Simion tente de rassembler son électorat en prenant ses distances avec ses messages antisémites et pro-Russes. Seul candidat à avoir refusé de participer au débat présidentiel sur la télévision publique, le leader d'extrême droite, admirateur de Donald Trump, se pose en figure antisystème. L'homme de 38 ans défend les valeurs traditionnelles, dans un pays influencé par une Église orthodoxe très conservatrice. Alors qu'il doit, comme Georgescu, sa popularité aux réseaux sociaux, il n'avait en novembre obtenu que 13,87 % des voix. Désormais favori, il affrontera trois adversaires sérieux : Victor Ponta, ancien premier ministre du PSD entaché par des scandales, Crin Antonescu, figure de la coalition pro-européenne, et Nicușor Dan, maire de Bucarest et technocrate respecté. Pour cette dernière ligne droite, George Simion bénéficie en outre du soutien affiché du vice-président états-unien, J. D. Vance, dans une Roumanie au rôle stratégique, aux portes de la mer Noire. ■

MARIE PENIN

**E**n s'assurant l'accès aux terres rares ukrainiennes, Donald Trump est parvenu à ses fins. Avant même la conclusion de la guerre, et l'amorce de reconstruction, le dirigeant se garantit déjà une bonne position dans la course aux ressources indispensables aux chaînes de production états-unienne dans les domaines clés des nouvelles technologies, des systèmes de défense avancés, de l'aérospatial, des énergies renouvelables et de l'industrie manufacturière. En concluant ce 30 avril un vaste accord économique sur les terres rares avec l'Ukraine, il devance ainsi l'Union européenne et... son nouvel allié russe.

Cette mainmise convoitée depuis plusieurs mois par le locataire de la Maison-Blanche lui permet également de sortir de sa dépendance à la Chine. La seconde puissance mondiale contrôle en effet 80 % du marché mondial des terres rares et l'Ukraine possède parmi les plus importantes réserves européennes de lithium et de titane. Le pays regorge également de cobalt et de nickel. Il s'agit donc d'un intérêt de sécurité nationale et d'une course de vitesse pour Washington quand 53 % des ressources minérales de l'Ukraine se trouvent dans quatre régions de l'est contrôlées par Moscou.

En tendant la main au président russe Vladimir Poutine, Donald Trump a ainsi exercé une pression suffisante sur Volodymyr Zelensky afin de le contraindre à un accord pour bénéficier d'un accès préférentiel aux ressources ukrainiennes. D'aucuns considèrent d'ailleurs que ce partenariat constitue également une victoire pour le président ukrainien. Ce dernier avait en effet rejeté une première proposition, estimant qu'elle aurait hypothéqué l'héritage géologique de son pays. Cette fois, le texte prévoit que la propriété et le contrôle de l'extraction restent à l'Ukraine. « Toutes les ressources situées sur notre territoire et dans nos eaux territoriales appartiennent à l'Ukraine. C'est l'État ukrainien qui détermine où et quoi extraire », a appuyé Ioulia Svyrydenko, la ministre de l'Économie.

#### EN COMPÉTITION AVEC LA CHINE

Un bon « deal » également pour Donald Trump qui voit là une façon de récupérer les sommes versées par son pays en soutien à l'effort de guerre ukrainien qui a tant fait grincer de dents côté républicain au Congrès. Son prédécesseur Joe Biden « leur a donné 350 milliards en aide et en équipement (en réalité 120 milliards depuis 2022 – NDLR) » et « nous n'avons rien eu en retour », fait-il valoir à destination de son électorat. Et de vanter : « Ils ont des super terres rares », « on a conclu un accord sur les minerais qui en théorie va nous rapporter bien plus que 350 milliards ». « L'accord ne mentionne aucune dette de l'Ukraine envers les États-Unis », a insisté Ioulia Svyrydenko pour mieux prévenir les critiques.

**La Maison-Blanche voit là une façon de récupérer les sommes versées en soutien à l'effort de guerre.**

Ils s'agit en effet d'un point central qui aurait un peu plus obéré l'avenir du pays.

L'Amérique d'abord, les Ukrainiens... après. Car si l'accord prévoit la création d'un fonds d'investissement commun dédié à la reconstruction du pays en guerre, les États-Unis s'assurent là aussi une intéressante mainmise en contrepartie d'une

vague promesse d'« une nouvelle assistance, par exemple des systèmes de défense aériens pour l'Ukraine », selon Ioulia Svyrydenko. Ce fonds commun sera chargé d'investir « dans des projets miniers, pétroliers et gaziers, ainsi

que dans des infrastructures ou des processus connexes », précise encore la ministre ukrainienne. Pendant les dix premières années, les bénéfices seront dirigés vers « de nouveaux projets » et « la reconstruction ». Au terme de la guerre, l'Ukraine pourrait à ce titre devenir l'une des bases industrielles de défense les plus compétitives d'Europe, adossée au standard de l'Otan.

Terres rares, pétrole, gaz... le tableau semble complet. Et ce d'autant plus que l'accord, consulté par le *Washington Post*, ne fait nullement mention de garanties de sécurité états-unienne face à la Russie pourtant requises par le président Volodymyr Zelensky à maintes reprises au cours des négociations. Donald Trump n'a

pourtant jamais dévié sur ce sujet : c'est aux Européens d'assurer le maintien de la paix dans le cadre d'un règlement du conflit avec la Russie. « Nous allons demander à l'Europe de le faire, parce que, vous savez, l'Europe est leur voisin immédiat, mais nous allons nous assurer que tout se passe bien », a déjà prévenu Donald Trump, confirmant son désengagement du continent pour se consacrer entièrement à la compétition avec la Chine. Autre avantage pour Donald Trump : l'accord signé avec l'Ukraine hypothèque un peu plus les partenariats passés entre Kiev et Pékin dans le cadre des nouvelles routes de la soie, suspendues par la guerre. ■

LINA SANKARI

# Donald Trump fait main basse sur l'Ukraine

**MATIÈRES PREMIÈRES** Le partenariat signé entre Kiev et Washington donne l'avantage au capitalisme états-unien dans l'accès aux ressources stratégiques ukrainiennes. Sans que la première puissance ne soit pour autant liée par des garanties de sécurité face à Moscou.



Mine de titane, dans la région de Jytomyr, au nord de l'Ukraine le 28 février. ROMAN PILIPEY/AFP

**Carnet**

**Marie Vaislic, rescapée de la Shoah, est décédée** le 1<sup>er</sup> mai à Toulouse, à l'âge de 94 ans, a indiqué l'AFP. Arrêtée le 24 juillet 1944 par un milicien à Toulouse, alors qu'elle n'a que 14 ans, Marie Vaislic-Rafalovitch est déportée au camp de Ravensbrück, à 80 kilomètres au nord de Berlin. Elle y passe quelques mois, confrontée à des scènes d'horreur. « La mort, la vie, cela ne voulait plus rien dire », a-t-elle témoigné en mars 2024, après la sortie de son livre *Il n'y aura bientôt plus personne* (Grasset), écrit pour que ce pan de l'histoire ne devienne pas « aussi abstrait et lointain que la guerre de Cent Ans ». Puis, alors que le camp est sur le point d'être libéré par les Russes, elle est transférée à celui de Bergen-Belsen, où 70 000 personnes ont été assassinées. Elle est finalement libérée le 15 avril 1945, aux côtés de 60 000 survivants, par les troupes britanniques. L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 27  
**Service aux abonnés** Tél. : 0155 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.

Tél. : 09 67 32 09 34.  
E-mail: oborscha@boconseilame.fr  
**Vente militante** 0149 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication  
**Conseil de surveillance**  
Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité  
**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)  
**Numéro ISSN** 0242-6870  
**Dépôt légal** Date de parution  
**Commission paritaire** 1124 C 79615  
**Tirage du 29 avril 2025** 30 479 exemplaires  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Europhosphatation PTot : 0,01 kg/tonne.

**Souscription 2025****Le prix de la vérité**

**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT**

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_ € \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

**OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !**

**DEPRÉCIALISATION**

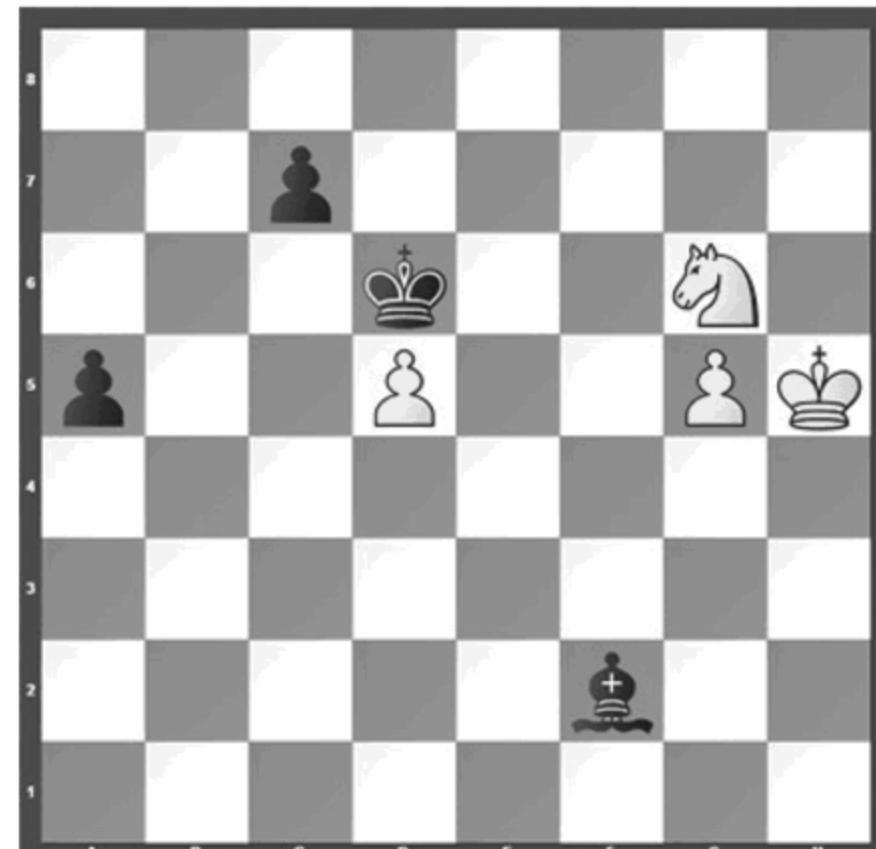
VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPÔTABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 409 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.  
Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope,  
5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

**LE COIN DU FOU** par Éric Birmingham

Niveau de difficulté : \*facile, \*\*difficile, \*\*\*très difficile

**ETUDE DE A. SELESNIEV, 1913 \*\***  
**Les Blancs jouent et annulent**

**SOLUTION :** (Le Cavalier est très mal placé pour arrêter le pion a.) 1.c6! Rxg5 (Si d7+, et sur : 3...c6 4.d7 Fb6 5.Rh6 Re7 6.g7 Rf7 7.Rh7+ -) 4.Rh6 Fd4 5.g7 Rf7 6.Rh7!  
1...Rxh5? 2.g6+ -) 2.g6 Rf6 (force) 3.d6!! cxd6 (3...c5 est mauvais : 4.g7 Rxg7 5.

**Code des symboles :** ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -- Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat

# Un gros trou dans la raquette des tricolores

**TENNIS** Il faut remonter à 1986 pour retrouver une telle situation, c'est-à-dire aucune Française dans le top 50 mondial. À quelques jours de Roland-Garros, le constat est amer.

**A** lorsque les qualifications du tournoi de Roland-Garros débutent dans un peu plus de deux semaines, le 19 mai précisément, le tennis français est loin, très loin de toucher au sublime. Comme un signe que rien ne va plus pour les féminines, le capitaine des Bleues, Julien Benneteau, face à un constat d'échec, a été remercié et démis de ses fonctions il y a quelques jours, après six années à la tête de l'équipe de France. Six mois après la relégation de l'équipe au deuxième échelon de la Billie Jean King Cup et quelques jours après l'échec de l'opération remontée parmi l'élite, le constat est sans appel : « Nous arrivions à la fin d'un cycle. Il était nécessaire pour Julien de passer le flambeau

à un nouveau capitaine qui pourra impulser une nouvelle dynamique à cette équipe », a ainsi déclaré le président de la Fédération française de tennis (FFT), Gilles Moretton.

#### BATTUES PAR LA TURQUIE ET LA BELGIQUE

Les Françaises ont en effet été reléguées en novembre 2024 après une défaite en Colombie et n'ont guère plus brillé lors d'un tournoi de promotion-relégation à Vilnius, en Lituanie. Battues par la Turquie et la Belgique, les Bleues ont été incapables de décrocher le sésame leur permettant de réintégrer le groupe des meilleures nations mondiales en 2026. « Certaines joueuses ont été exemplaires tandis que d'autres n'ont pas assumé leurs responsabilités », avait affirmé à l'époque un Julien Benneteau complètement désabusé par l'attitude de Diane Parry et Caroline Garcia.



À Vilnius, le 9 avril,  
Varvara Gracheva lors  
de la Billie Jean King Cup.  
WALTER LUGER / GEPA / ICONSPORT

Mais où sont passées les Mary Pierce (Open d'Australie 1995, Roland-Garros 2000), Amélie Mauresmo (Open d'Australie et Wimbledon 2006) ou encore Marion Bartoli (Wimbledon 2013) ? Pas une seule fille aujourd'hui dans le top 10, le top 20... Il faut aller au-delà de la 60<sup>e</sup> place pour trouver Varvara Gracheva (24 ans) en 66<sup>e</sup> position puis, encore plus loin, Léolia Jeanjean (29 ans) à la 107<sup>e</sup> place et Diane Parry (22 ans) à la 116<sup>e</sup>. Quant à Caroline Garcia, meilleure joueuse française de ces dernières années, elle pointe à 31 ans à la 117<sup>e</sup> place, alors qu'en 2018 elle était entrée dans le top 5 mondial.

Il y a un an, Gracheva, d'origine russe et naturalisée française, avait été la seule à atteindre les huitièmes de finale à la porte d'Auteuil. La même année, Océane Dodin avait, elle aussi, échoué en huitièmes de

finale de l'Open d'Australie. Et puis c'est tout. Pour ne pas dire pire. À Madrid, il y a peu, Diane Parry a atteint péniblement le deuxième tour, avant de se faire sortir.

À la tête de la FFT, on se creuse les méninges pour tenter de redresser la barre et remettre le bateau France à flot. Longtemps mises de côté pour faire la place belle aux garçons, il semblerait qu'aujourd'hui les filles soient un peu plus considérées. On est tout de même loin du compte, puisque à ce jour seulement 20 jeunes joueuses sont prises en charge par la FFT. Mais cela avance, notamment grâce à la mise en place depuis trois ans d'un pôle France féminin à Poitiers. Reste que les chantiers sont encore de taille pour Didier Retière, le nouveau directeur technique national, et Ivan Ljubicic, responsable du haut niveau. ■

ÉRIC SERRES



## Miroir du Cyclisme revient !

### GRÂCE À VOUS...

Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

**MIROIR DU CYCLISME**

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON EN LIGNE, SUR NOTRE PAGE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF



■ Je souhaite que mon nom apparaisse sur le mur des donateurs et donatrices du futur site de Miroir du Cyclisme en remerciement de mon soutien.

Magazine de 124 pages au format 23x30

### JE CHOISIS LE MONTANT DE MA CONTRIBUTION

15€ Je réserve le magazine (frais de port inclus)

25€ Je reçois le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme

100€ On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

250€ On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format / 1 entrée à la Fête de l'Humanité pour y rencontrer l'équipe de Miroir du Cyclisme

Montant libre Je soutiens l'aventure en faisant don de \_\_\_\_\_ €

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'HUMANITÉ, Miroir du Cyclisme, Immeuble Calliope, 5, rue Pleyel, 93528 Saint-Denis CEDEX

DÉFISCALISATION Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable

# Une pianiste à fleur de peau

## LITTÉRATURE

La romancière anglaise Deborah Levy déploie toutes les ressources de l'art pour mettre en jeu, à l'aide d'un double, le combat valeureux d'une femme qui se retrouve enfin.

**Bleu d'août**, de Deborah Levy,  
traduit de l'anglais par Céline Leroy,  
Éditions du sous-sol, 210 pages, 21,50 euros

**D**eborah Levy nous apprend à regarder de biais et à déchiffrer les signes. Elsa M. Anderson, 34 ans, les cheveux bleus, 1,80 mètre à la toise, fumeuse occasionnelle de cigare, fille adoptive et sans attaché d'un musicien célèbre, elle-même pianiste virtuose, vient de connaître un fiasco retentissant à Vienne, en plein récital du *Concerto n° 2* de Rachmaninov. Ses doigts se sont figés sur les touches avant de prendre leur distance avec l'orchestre... La romancière suit pas à pas la malheureuse, d'Athènes à Paris où, pour survivre au désastre, elle donne des cours de piano. On la voit également à Londres et en Sardaigne, où meurt son père adoptif. Quelle existence étrange ! Au tout début du roman, elle croise, chez un antiquaire athénien, une jeune femme qui lui ressemble, coiffée d'un chapeau, des sandales en peau de serpent aux pieds. Par un tour de passe-passe, la narratrice impliquée subtilise le chapeau de ce double d'elle-même, qui va la suivre, tel son moi idéal.



Dans *Bleu d'août*, l'autrice britannique dresse le portrait d'une artiste virtuose. OLIVIER DION/LH/OPALE PHOTO

Dans *Ce que je ne veux pas savoir* (Éditions du sous-sol, 2020), premier volet de son autobiographie en mouvement, couronnée par le prix Femina étranger, Deborah Levy avouait qu'à l'âge de 26 ans elle se donnait « ça » pour prénom. Avant de pouvoir prendre corps et dire enfin « je ».

#### TOUT PARLE VRAI DANS CETTE PROSE POÉTIQUE

C'est là tout l'intérêt palpitant de ce personnage de femme en train de se déchiffrer à livre ouvert, pour ainsi dire. L'héroïne remue, dans la tasse au fond opaque de la mémoire, ses souvenirs à la petite cuillère, en énonçant, ici et là, les symptômes divers de son corps qui proteste. Coiffée du feutre volé (Freud y voyait un symbole de castration), la pianiste blessée dans son être erre aux quatre coins de l'Europe après son échec et la mort imminente du père adoptif. Perdue en apparence, elle est, paradoxalement, en train de se résoudre, cela ayant toujours lieu au contact mystérieux de tout ce qui lui fait signe.

Il y a, dans l'écriture, des images fortes à foison (libido bien gardée d'une grappe de figues de Barbarie, colonnes de fourmis courant vite autour d'elle pendant qu'elle prend son bain). Le Perrier menthe est un « dentifrice liquide », où le double révélateur plonge un cigare allumé. La piqûre contre le Covid est pratiquée par

une certaine Alice, tandis que la pomme de terre de la discorde est pelée par un couteau qui lui tourne autour et que le merveilleux ami londonien musicien a sa « façon de mouiller l'anche avec sa salive avant de la fixer au bec ». Et puis il y a le goût de la tomate, ce « fruit aussi rouge que le sang menstruel » et, à la Bastille, la première huître est sur la langue « comme

de regagner l'océan ». Les discussions érotiques sont interrompues par un marteau-piqueur. Tout parle vrai dans la prose poétique de Deborah Levy. Et son héroïne est toujours escortée par une petite voix, qui souvent l'avertit « comme une poignée de petits cailloux jetés contre une vitre ».

#### UNE LUTTE CONTRE ELLE-MÊME

Les différentes parties du livre correspondent chacune à un lieu et aux êtres qui y vivent, sous le regard si singulier qui les scrute. À Paris, voici Aimée, adolescente de 16 ans. En Grèce, à Poros, c'est le très jeune Marcus. Ils sont ses élèves. L'une traduit, dans son jeu, l'annulation de ses propres désirs pour plaire à ses géniteurs. L'autre, dans le sien, signifie la délicatesse incomprise d'un père viril, qui s'échine à l'appeler « mon p'tit bonhomme ». Elsa, dans des pages bien frappées, les encourage à oser parler sans se censurer.

Peu à peu, les masques tombent, y compris les bleus chirurgicaux, abondants dans un texte littéralement hanté par la pandémie de Covid. Quant aux mains de la pianiste, « assurées pour des milliers de dollars », gercées par excès de gel hydroalcoolique, elles finissent par bronzer au soleil d'août et « les racines de ses cheveux continuent de repousser la couleur bleue ». Deborah Levy tisse ainsi la toile d'une méditation exaltante d'une femme en quête de soi et de liberté, capable d'annuler toute seule ses pensées les plus tristes, de celles qui la font « sombrer » et « rentrer » en soi. Bref, une femme qui ne se bat que pour obéir à cette injonction intime : « ne rire et sourire que si tu es sincère ». Ce livre éblouissant de clarté, d'une vive intelligence sensible, révèle d'une manière unique le combat sans merci, d'abord contre soi-même, que doit mener une femme qui se veut libre, après avoir été punie pour s'être opposée à la sempiternelle domination. ■

MURIEL STEINMETZ



## Les ténèbres de TH dévorent même l'amour

#### Algorithme, de TH, Noviceland

Macabre. Le mot-clé épelé machinalement par le rappeur de Bondy-Nord (Seine-Saint-Denis) assombrit encore sa matrice brutale et ténébreuse, comme dépouillée de tout espoir, où ne survit que la froideur des machines. Et de certains hommes qui ont dû revenir à leurs instincts animaux pour vivre dans la dystopie décrite par TH sur *Algorithme*. Le parrain de la « e-trap » reprend sur ce projet la formule noire et minimaliste qui l'a fait connaître ces derniers mois, distribuant des phrases et punchlines brutes de façon aléatoire, comme des lignes de code informatique, destinées à former un ensemble

fonctionnel. Ainsi conclut-il l'EP sur un triste titre éponyme où il semble vouloir se déconnecter : « C'est plus le destin qui fait les choses, c'est l'algorithme. »

Adoptant un avatar de bête sauvage, le Bondynois ne parvient pas à briser le sceau numérique pour éprouver des sentiments. Même sur les mélodies plus légères de *Metro Station* ou *Uber Eats*, celle qu'il désire demeure de l'autre côté de l'écran : « Mon cupidon est sous état d'ivresse, les flèches que il tire à côté. » Condamné à la souffrance, TH est à l'aise dans la violence digitale, privilégiant des mots simples et puissants. Et des hurlements désespérés, comme lors de son freestyle *Grünt*, dingue de noirceur. ■

AXEL NODINOT



## Sang d'encre pour musique animale

#### La Faune, de Mauvais Sang, Daaganda Records

Groupe savoyard dont les membres ont valdingué entre Genève, Londres et Paris, Mauvais Sang s'était fait connaître en 2022 avec *Des corps dans le décor*, un premier album de noise poétique et retors. Leur nom, ils le doivent au film éponyme de Leos Carax (1986) et peut-être, allez savoir, au poème de Rimbaud qui ouvre *Une saison en enfer* et dont les vers leur vont si bien (« Apprécions sans vertige l'étendue de mon innocence »...).

Les toujours vingtenaires se sont depuis engagés dans une frénétique activité pour publier *la Faune*, nouvel album qui a digéré *la Flore*, titre de l'EP

précédent. Nous voilà donc au complet pour poétiser l'écoanxiété qui frappe leur génération, mais aussi célébrer l'abandon (*Nuit venin*) et l'inexorable amour (*Sybille*) avec des coups de tromblon à donner le frisson sur des voix de séraphins qui nous suivront l'apocalypse jusqu'à saturation. C'est qu'ils osent tout : arrangements de codes diaphanes, volutes de harpe qui perlent comme une fuite d'égout, collages sonores de JT, brake noises et batterie puissante sur des cantilènes à la naïveté révolutionnaire. Un album comme la parfaite déclinaison en musique d'un sentiment extatique et inquiet qui pourrait être celui que procure la nature sauvage ou la modernité triomphante. ■

CLÉMENT GARCIA



## Duo d'opulence à la croisée des Antilles

#### 22, de Jacques Schwarz-Bart et Grégory Privat, Buddham Jazz

D'un côté, Jacques Schwarz-Bart, saxophoniste guadeloupéen, star de son instrument longtemps courtisée par la scène nu soul américaine (Erykah Badu, D'Angelo, Roy Hargrove). De l'autre, Grégory Privat, prolix pianiste martiniquais. Les deux musiciens se connaissent depuis plus d'une décennie mais n'avaient semble-t-il jamais relevé la coïncidence : ils sont chacun nés un 22 décembre et comptent 22 ans d'écart. Il n'en fallait pas plus pour baptiser leur album 22 et organiser les noces de leurs instruments respectifs dans cet album au

swing fédérateur. Un duo qui ne fait pas le choix de l'épure mais de l'opulence du son, du rythme, du chant dans des mélodies aux belles audaces dont les instrumentalistes se partagent la paternité.

Personne ne regrettera l'absence de basse ou de tambours tant Privat défend avec une virtuosité stupéfiante la dimension rythmique de son piano en sollicitant toutes ses facultés résonantes (*Sa Ké Alé*). Le saxophone de Schwarz-Bart aura rarement autant fait penser à celui de Sonny Rollins par sa puissance discrète et son sifflement avien. Plus que dans le dialogue, c'est dans la complémentarité que naît un langage qui puise dans leurs racines antillaises communes, mais sans jamais s'y resserrer. ■

C. G.



Le 11 octobre 2024 à Kiev, en Ukraine. Des collègues de la journaliste Viktoriia Roshchyna, lors d'une cérémonie commémorative.

# «Les journalistes sont souvent désignés comme les ennemis»

**DÉMOCRATIE** Le fondateur du réseau de journalistes *Forbidden Stories*, Laurent Richard, explique, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'utilité pour les confrères menacés, de Russie, de Gaza ou des États-Unis, d'avoir des relais.

**A**l'école de journalisme, dit-il, on enseignait à enquêter comme « un loup solitaire ». Lui voulait créer un réseau de « loups solidaires ». Laurent Richard est le fondateur de *Forbidden Stories*, une association de journalistes qui reprend les enquêtes de confrères emprisonnés ou tués à cause de leurs investigations, afin que leur travail arrive entre les mains du public. Le réseau vient de publier « Les prisonniers fantômes de la Russie », une enquête sur les civils ukrainiens illégalement détenus par Moscou, qui a coûté la vie à la journaliste ukrainienne Viktoriia Roshchyna. Une mission essentielle alors que la liberté

de la presse partout dans le monde est de plus en plus menacée.

#### Quels sont les sujets qui valent le plus d'ennuis aux journalistes ?

Au cœur de nos enquêtes on retrouve toujours des sujets de corruption, de crimes environnementaux ou de blanchiment d'argent, mais aussi de violation de droits humains. Et, de plus en plus, les sujets sur la désinformation et son industrie. On a par exemple poursuivi le travail d'une journaliste indienne, Gauri Lankesh, assassinée alors qu'elle enquêtait sur des fermes à « trolls » qui la harcelaient en ligne.

#### Ce sont des sujets qui impliquent les États, les grands industriels ? Quelles sphères du pouvoir ?

Les histoires qui sont les plus dangereuses à suivre sont en effet celles qui mettent en cause différents types de pouvoir, politique, financier, militaire, industriel. Il y a une forme d'impunité pour leurs tueurs, que ce soit un sicario mexicain engagé pour 20 dollars par un commanditaire qui ne supporte pas qu'on écrive sur les liens entre tel gouverneur et tel cartel, ou une administration russe qui laisse mourir en prison une journaliste gardée en captivité. Le point commun de tout ça, c'est que souvent ça arrive aux journalistes les plus isolés. Quand on enquête, on est souvent assez seul : c'est trop dangereux pour les rédactions du Mexique, de Turquie de mener ce travail en



LAURENT RICHARD  
Fondateur  
de *Forbidden Stories*

pleine lumière. Voilà pourquoi on a créé ce réseau qui prend le relais.

**Informer est de plus en plus dangereux, comme l'illustrent année après année toutes les enquêtes de Reporters sans frontières. Le monde actuel est-il hostile à la recherche de la vérité ?**

Les journalistes sont souvent désignés comme les ennemis. On est face à un nouvel axe, de l'Est à l'Ouest, entre Trump et Poutine, qui ont une vision commune à l'endroit des journalistes, étiquetés « ennemis du peuple ». Ce qui se passe du côté de l'administration Trump est extrêmement dangereux (Associated Press a fait face à une interdiction d'accéder à la salle de presse de la Maison-Blanche - NDLR), pas seulement pour la liberté de la presse américaine, mais parce que ça envoie un signal très fort à tous les dictateurs et les autocrates du monde.

**La France aussi perd régulièrement des places dans le classement de la liberté de la presse. À quelles pressions nos confrères hexagonaux sont-ils soumis ?**

Il existe surtout des pressions judiciaires très fortes, les procédures-bâillons par exemple (faire peur à un média à coups de plaintes pour qu'il cesse ses publications - NDLR). Il y a aussi des écoutes illégales, menées par les services de la DGSI (renseignement intérieur) contre une journaliste de Disclose, Ariane Lavrilleux, dans une enquête pour « atteinte au secret-défense ». Il faut une prise de conscience collective pour la défense de nos piliers fondamentaux : il n'y a pas de démocratie sans information, et pas d'information sans journalistes pour pouvoir les publier.

**Face aux difficultés d'informer sur la guerre menée par Israël dans l'enclave palestinienne, vous avez créé le Gaza Project...**

On l'a initié il y a plus d'un an et on en a publié deux volets. Il n'y a pas eu beaucoup de projets collaboratifs depuis le 7 octobre 2023 qui aient inclus Palestiniens et Israéliens ensemble, mais aussi Américains, Français et Allemands. Ce qui se passe à Gaza est extrêmement grave. Il faut non seulement le documenter, avec des documents en open source, des témoignages, des analyses d'images par satellite, mais aussi insister auprès de l'armée israélienne pour qu'elle cesse le black-out informationnel. C'est au prix de ce travail qu'on peut aussi empêcher les crimes de guerre de se multiplier en toute impunité. C'est un fait rare sur le

plan historique que l'accès à une zone de guerre soit totalement interdit aux reporters de l'étranger. Il y a encore des journalistes à Gaza, très courageux et qui font leur métier tous les jours, mais ils sont ciblés pour ça. Les gilets pare-balles censés les protéger en fait les exposent parce qu'il y a écrit « Press » dessus ! ■

ENTRETIEN RÉALISÉ  
PAR GRÉGORY MARIN

**Chez nous,  
le collectif n'est pas une option.  
C'est une destination.**



**À la SNCF, nous croyons que c'est en avançant ensemble que nous irons plus loin.  
Rejoignez une entreprise où le collectif est au cœur de chaque projet.**

**Retrouvez nos engagements et nos offres  
sur [emploi.sncf.com](http://emploi.sncf.com)**



# 1944-1945: restauration ou refondation de la République?

**HISTOIRE** Période d'effervescence politique et sociale, la Libération a vu les forces de la Résistance poursuivre le conflit jusqu'à la défaite de l'Allemagne nazie tout en s'employant à édifier un modèle de société véritablement démocratique et social.

**L**e 4 avril dernier, avec le concours de l'Institut CGT d'histoire sociale (IHS CGT), de la Société française d'histoire politique (SFHPo) et de l'Association française pour l'histoire des mondes du travail, la Fondation Gabriel-Péri organisait, sous le parrainage du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR), un colloque à l'Assemblée nationale. Intitulé « Restauration ou refondation de la République », il était consacré à la Libération. *l'Humanité* a réuni trois des intervenants pour revenir sur cette période.

**Quel est le contexte politique à l'été 1944 en France ?**

**Gilles Richard** La France n'est pas libérée le 6 juin 1944 au soir du Débarquement. La Libération s'étend sur neuf mois. Les deux dernières poches allemandes, Dunkerque et La Rochelle, ne se rendent que le 9 mai 1945. Les combats font 100 000 morts. La France est dirigée par les forces de la Résistance unies derrière Charles de Gaulle. Au sein du gouvernement provisoire de la République française (GPRF) et du Conseil national de la Résistance (CNR) se retrouvent les deux résistances, celle de l'extérieur et celle de l'intérieur. La France libre est dominée par les forces de droite tandis qu'à l'intérieur, les forces de gauche sont majoritaires. Ces forces partagent le même objectif de gagner la guerre et sa poursuite permet à Charles de Gaulle de brider les forces de gauche de la Résistance intérieure, sans qu'il y ait jamais eu de volonté du PCF de faire un putsch. Militants et dirigeants, tel André Marty, qui y étaient favorables étaient très minoritaires. De Gaulle a les cartes en main parce que la Libération s'est d'abord faite grâce aux forces militaires alliées. La Résistance armée a joué

un grand rôle en gênant les déplacements de troupes allemandes mais il n'y a pas eu d'insurrection armée dans la France entière. L'insurrection n'a eu lieu que dans quelques villes, dont Paris. La population n'est pas mobilisée politiquement pour s'emparer du pouvoir.

**Michel Pigenet** Les Forces françaises de l'intérieur (FFI) ont conscience de leur infériorité militaire face à l'armée allemande, raison pour laquelle les Francs-tireurs et partisans (FTP) préconiseront la « goutte de mercure » insaisissable. Il faut s'entendre sur la notion d'« insurrection ». Ce qui se passe après le 6 juin 1944 en revêt bien des aspects. Une formidable levée en masse gonfle les rangs des FFI, dont les effectifs quintuplent en quatre mois. Toute la Résistance bascule dans la lutte armée, tandis que de nouvelles autorités issues de la clandestinité se substituent aux précédents cadres politiques et administratifs... Tout va très vite. Les dynamiques à l'œuvre interdisent toutefois les pronostics trop précis. Les différents acteurs identifiés par Gilles Richard tentent de consolider leurs positions et de peser sur le cours des choses, ce qui ne va pas sans tensions, que chacun veille toutefois à ne pas conduire jusqu'à la rupture. Le CNR reconnaît ainsi l'autorité du général de Gaulle, qui dirige le GPRF d'une main de fer et se garde de la moindre référence au programme commun de la Résistance. Fort d'un prestige qu'il excelle à entretenir, le chef du gouvernement bénéficie rapidement du soutien décisif du cœur de l'appareil d'État, qui a reconnu en lui le garant d'une « restauration » rassurante. Pour autant, si la légitimité patriotique tient lieu de légitimité politique, elle ne vaut pas certificat de légitimité démocratique. Or, ni la guerre, ni l'état du pays, ni l'absence des prisonniers et des déportés ne rendent envisageable une rapide validation électorale. Jusque-là, irresponsable devant l'Assemblée consultative, dont l'intitulé résume les limites, le GPRF, instance exécutive

et législative, gouverne sans véritable contrôle. Le CNR ne jouit, lui, d'aucune prérogative officielle, mais n'en-tend pas s'effacer. Résolu à tenir un rôle de tuteur moral et politique, il considère plus que jamais son programme comme étant d'actualité. À cette fin, il peut compter sur le maillage des comités de libération, qui, localement, sont à l'initiative dans l'organisation du ravitaillement, la relance économique, l'épuration, etc.

**Quelle carte vont jouer les différentes composantes du CNR ?**

**Michel Pigenet** Le CNR, une exception dans l'Europe occupée, a été réuni par Jean Moulin pour signifier le soutien de la Résistance à de Gaulle. Sa large composition, qui laisse à l'écart l'extrême droite et le patronat, assure sa représentativité. Ses décisions ne valent qu'à l'unanimité qu'autorise son ciment patriotique. Ainsi, c'est au communiste Pierre Villon, délégué du Front national, que celui de la très réactionnaire Fédération républicaine, Jacques Debû-Bridel, confie le mandat de la représenter au bureau restreint du Conseil. Quant aux mouvements de Résistance, ils échappent aux critères de classement partisans, mais le volontarisme inhérent à leur rébellion initiale n'est pas étranger à la radicalité de plusieurs de leurs positions. En termes d'institutions, il s'agit moins, enfin, pour le CNR de « restaurer » la République sur le modèle de



Paris,  
octobre 1945,  
réunion  
du Conseil  
national de  
la Résistance.  
LAPI / ROGER VIOLET

AGORA



**DAVID CHAURAND**  
Directeur de l'Institut  
CGT d'histoire sociale



«La CGT sort de la guerre avec une légitimité renforcée. Elle n'a jamais été aussi forte.»

**MICHEL PIGENET**  
Historien et auteur de  
*les États généraux de 1945. Une expérience démocratique oubliée* (éditions du Croquant)



«Le CNR a été réuni par Jean Moulin pour signifier le soutien de la Résistance à de Gaulle.»

**GILLES RICHARD**  
Président de la Société  
française d'histoire  
politique et auteur de  
*L'histoire des droites en France de 1815 à nos jours* (Perrin)



«Le droit de vote des femmes a fait plus que doubler la taille du corps électoral.»

la III<sup>e</sup> République, discréditée par sa capitulation, que d'en instaurer une « vraie », démocratique et sociale.

#### Qui porte cette ambition ?

**Michel Pigenet** L'ambition du programme du CNR ne vient pas forcément d'où on pourrait le penser. Dans « les Jours heureux », il y a la lutte immédiate et les premières mesures à prendre après la Libération. Au moment de l'élaboration, les communistes insistent surtout sur la première partie. Ils ne souhaitent pas rétrécir le CNR par une orientation trop marquée à gauche. Ils ont tendance à rétrécir la partie programme alors que socialistes et syndicalistes poussent des réformes de structure, des nationalisations et la planification.

#### Comment expliquer cette priorité à la lutte armée ?

**Michel Pigenet** Cette priorité procède d'une approche globale du conflit et de la solidarité avec l'URSS. Tout ce qui nuit à l'effort de guerre de l'occupant et entretient l'insécurité de ses troupes à l'Ouest soulage l'Armée rouge à l'Est. **Gilles Richard** Si les communistes insistent tant sur la Libération par le soulèvement national, c'est aussi pour asseoir la légitimité de la Résistance intérieure. L'insurrection populaire devait permettre de faire contre-poids à de Gaulle et à l'armée.

#### Quel rôle joue la CGT ?

**David Chaurand** La présence de la CGT et la CFTC au sein du CNR est importante. Alors que les tensions étaient fortes avant-guerre entre unitaires et confédérés, les deux composantes de la CGT se réunissent en avril 1943. Cela a été la première étape vers la création du CNR. La CGT y est représentée par Louis Saillant, qui en sera d'ailleurs le dernier président. Elle joue un grand rôle dans l'élaboration du programme. La CGT sort de la guerre avec une légitimité renforcée. Elle n'a jamais été aussi forte, sans doute davantage qu'elle ne l'a été en 1936. Dans ses rangs, plusieurs millions d'adhérents. Elle est présente au gouvernement à travers les ministres communistes comme Marcel Paul ou Ambroise Croizat, qui sont aussi des dirigeants de la CGT. **Michel Pigenet** Des centaines de cégeistes participent, en outre, à la gestion de la Sécurité sociale, confiée aux deux tiers à des administrateurs salariés, proportion portée aux trois quarts par Ambroise Croizat. D'autres figurent dans les conseils d'administration tripartites des entreprises nationalisées. Partie prenante des 25 commissions du plan, la CGT en préside 4.

#### Que se passe-t-il dans les entreprises ?

**David Chaurand** L'effervescence de la Libération touche aussi les entreprises. La CGT va tenir une place importante dans les comités patriotiques et d'épuration qui se forment dans de nombreuses entreprises. Les travailleurs sont à l'initiative de multiples façons. On pense d'emblée aux comités de gestion, qui associaient donc les travailleurs à la gestion de l'entreprise. Robert Mencherini a mis en évidence ces expériences à Marseille, Rolande Trempe à Toulouse, sans oublier ce qui se passe à Montluçon ou à Lyon. Antoine Prost les chiffre à une centaine mais c'est peut-être sous-estimé. Mais l'intervention des travailleurs ne doit pas être limitée aux comités de gestion. Les usines sont confrontées à une diversité de problèmes qui vont des difficultés d'approvisionnement aux défaillances administratives et qui obligent les travailleurs à s'impliquer dans leur remise en marche et à prendre des initiatives.

**Gilles Richard** L'ampleur des problèmes de ravitaillement est telle qu'en juin 1943 le ministre de Vichy qui en a la charge affirme que la France connaît une situation de « famine lente ». Or, la situation s'aggrave dans les années suivantes. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, jamais la population n'avait connu un tel recul du niveau de vie.

**David Chaurand** L'intervention des travailleurs est aussi patriotique que vitale pour eux et leur outil de travail. Elle est spontanée et ne semble pas relever d'une stratégie quelconque. Ces prises d'initiatives, quelles que ■■■

soient leurs formes, sont importantes car elles modifient le rapport de force dans les entreprises. Les comités de gestion sont souvent mis en place dans les entreprises où le pouvoir est vacant. Accusés de collaboration, les patrons ont fui ou ont été emprisonnés. C'est le cas de Berliet à Lyon, par exemple. La prise de pouvoir se fait différemment d'une région à une autre. À Toulouse, elle est plus négociée tandis qu'à Marseille ou Montluçon, les travailleurs s'imposent au point qu'est dénoncée « une soviétisation ». Le patronat a très peur de ce qui se passe et utilisera notamment l'arme juridique pour se défendre.

**Michel Pigenet** La Libération précipite, dans maintes entreprises, un renversement du rapport des forces sociopolitiques. Au service de l'occupant et avec la complicité de larges fractions du patronat, Vichy a paupérisé le gros des salariés, allant jusqu'à leur imposer un service de travail obligatoire en Allemagne. Si la révolution n'est pas à l'ordre du jour ouvrier de 1944-1945, les règlements de comptes de la période ont à voir avec la lutte des classes. Ici et là, des employeurs de combat sont exécutés. D'autres, plus prudents, s'éclipsent, tandis que la plupart font le dos rond. Un peu partout, sur fond de pénurie de matières premières et de pièces, les syndicats relèvent le défi et sont à l'initiative. Il s'agit d'abord de relancer la production, de garantir l'emploi et les salaires. Avec ou sans le concours des patrons, de préférence avec celui des cadres. Mais ce qui est en jeu, c'est aussi la capacité ouvrière d'intervenir sur le terrain inédit de la gestion et, chemin faisant, d'empiéter sur les prérogatives patronales. Exemple parmi des centaines d'autres, chez Ford, à Poissy, les cégestistes se procurent les pièces nécessaires à la bonne marche de l'usine et, simultanément, exigent un droit de regard sur la désignation des contremaîtres. Au jour le jour, un syndicalisme de réalisation et de transformation sociale s'affirme aux quatre coins du pays à travers des milliers d'expériences dont nous n'avons qu'une connaissance partielle.

#### Les états généraux de la renaissance s'inscrivent-ils dans cette dynamique ?

**Michel Pigenet** Entre le moment où l'idée prend forme, en septembre 1944, et la réunion, à Paris, du 10 au 13 juillet 1945 de leurs 2 000 délégués nationaux, les états généraux ont atteint l'objectif d'une appropriation dynamique du programme du CNR, leur initiateur. Substitut à l'absence d'élections générales, la procédure, inspirée de 1789, participe d'une remarquable expérience de « démocratie agissante » qu'illustre la rédaction, à l'échelle des communes, de milliers de cahiers de doléances. Ceux-ci saisissent les aspirations et les certitudes de l'époque. Ils confirment l'adhésion massive à de substantiels progrès sociaux, éducatifs et culturels, que tempère une certaine frilosité sociétale et coloniale.

**Gilles Richard** Les états généraux s'inscrivent aussi dans cette période où s'affrontent les partisans d'un nouveau Front populaire et leurs adversaires, qui se rangent derrière de Gaulle. Ils sont une manière, d'abord pour le PCF, de reprendre une partie de la légitimité politique que de Gaulle a construite depuis 1940.

#### Comment se déroulent les élections à la Constituante ?

**Gilles Richard** La grande nouveauté, c'est le droit de vote des femmes, qui fait plus que doubler la taille du corps électoral. C'est l'aboutissement des combats féministes depuis cent cinquante ans. Dans les colonies, le droit de vote est aussi accordé à une fraction des colonisés. Jusque-là, seuls les Français installés dans les colonies votaient. Les gauches en sortent majoritaires avec un avantage de près de 3 % pour le PCF sur la SFIO. Cette victoire des gauches provoque rapidement un conflit avec de Gaulle sur la nature de la Constitution à adopter et provoque son départ. Elle ouvre en même temps une période où de grandes lois économiques et sociales sont adoptées, jetant les bases de ce que Jaurès appelait « la République sociale ». ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE-HENRI LAB

# Fin des élections démocratiques

**ROMUALD SCIORA**  
Essayiste franco-américain et directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'Iris

ou Susie Wiles, secrétaire générale de la Maison-Blanche. Et à une logique : tenter de conserver le pouvoir le plus longtemps possible.

J'avais dit à plusieurs reprises que d'ici deux ans, les États-Unis ressembleraient plus à la Hongrie de Viktor

Orban qu'à l'Amérique d'Obama ou de Kennedy. Je me suis trompé : il aura suffi de moins de cent jours.

Dans cette logique, pour ceux qui pilotent cette entreprise de reconfiguration autoritaire, les élections deviennent un risque. Un accident à prévenir.

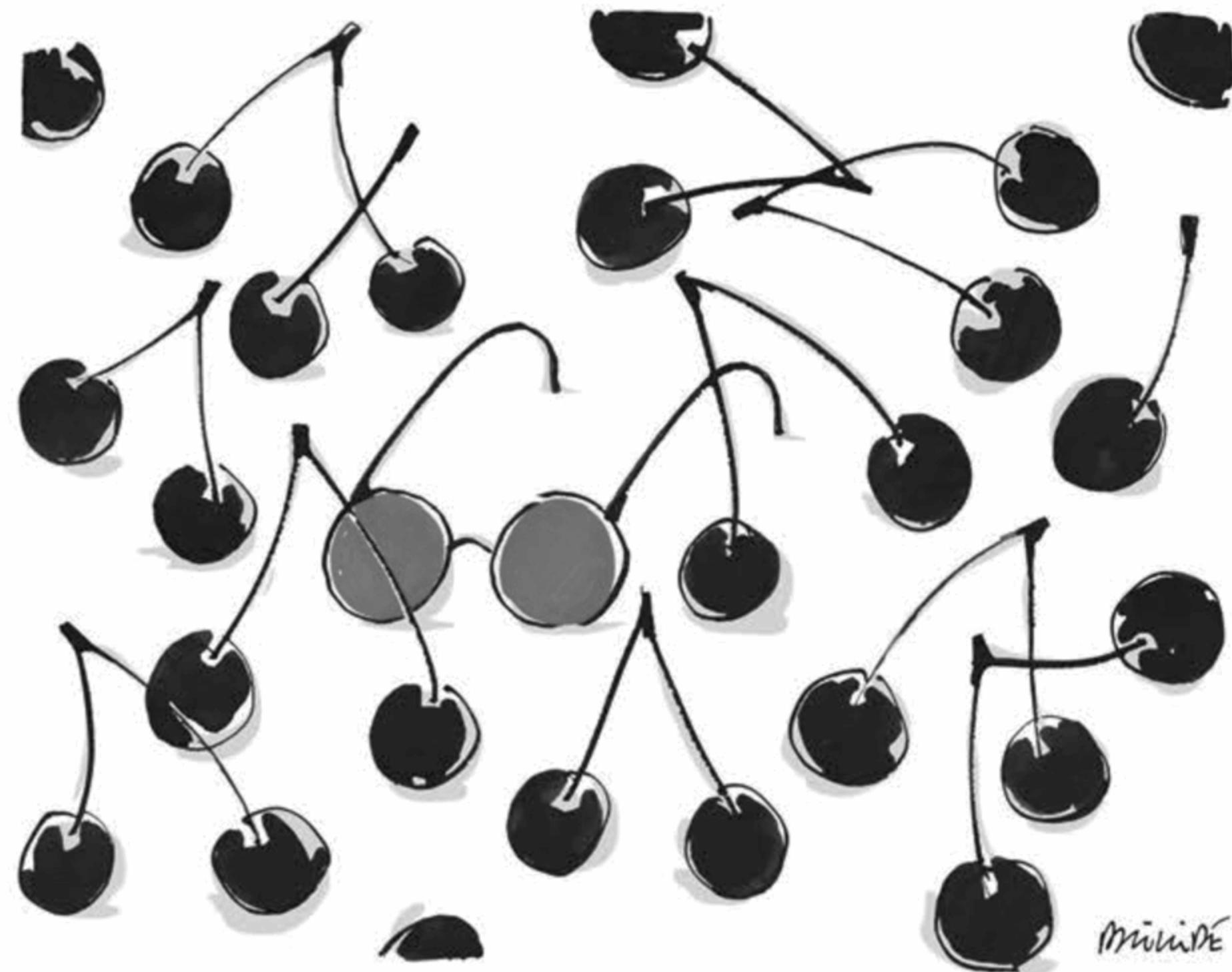
Depuis le 20 janvier, Donald Trump gouverne sans frein. Le cadre institutionnel américain, déjà affaibli, est contourné à une vitesse inédite. En quelques semaines, les attaques se sont multipliées : réduction du rôle du Congrès, mise au pas du pouvoir judiciaire, pressions sur les universités, contrôle du contenu académique, attaques contre les médias, intimidation des artistes, des scientifiques, des ONG — sans oublier les offensives répétées contre les minorités raciales, sexuelles, religieuses. Le « projet 2025 », boussole idéologique de cette présidence, n'est pas qu'un programme de gouvernement. Il vise à refonder le système, à affaiblir les contre-pouvoirs, à soumettre l'appareil d'État, certes, à un homme, mais surtout à un projet collectif, incarné au-delà de Trump par une ultradroite structurée, avec des figures comme le vice-président J. D. Vance

#### TRIBUNE

Le 25 mars, un décret a restreint le vote par correspondance, sous prétexte de lutte contre la fraude. Un autre exige une preuve de citoyenneté afin de voter — ce qui n'a rien d'évident dans un pays sans carte d'identité nationale, où les pièces délivrées par les États ne précisent pas toujours la nationalité. Ces textes n'ont rien d'anodin. Ils annoncent d'autres projets : une restructuration de la carte électorale visant à réduire le poids de certaines catégories de population dans les urnes et à tenter de verrouiller le résultat avant même le vote.

Ceux qui dénoncent ces dérives sont qualifiés d'anti-américains. Les ONG chargées de surveiller les scrutins sont discréditées. Et les responsables locaux, notamment dans les États démocrates, subissent des pressions croissantes.

Dans ce climat, l'opposition semble tétanisée. Les démocrates, quand ils ne se taisent pas, peinent



# aux États-Unis?

à formuler une stratégie, désarmés face à une offensive méthodique. Même Barack Obama, qui aurait pu être la voix forte d'une opposition morale à Trump, reste en retrait. Malgré une brève prise de parole début avril pour critiquer l'administration, il semble plus absorbé par les émissions d'Oprah Winfrey et les choix de son club de lecture que par le sort des institutions. Quant aux manifestations du début du mois d'avril, certes elles sont à saluer — et je m'en réjouis. Mais soyons lucides : elles ont rassemblé environ 500 000 personnes, ce qui, à l'échelle américaine, reste modeste. Surtout comparé à la Women's March de 2017 (plus de 3 millions) ou à Black Lives Matter en 2020, qui avait mobilisé plus de 16 millions de personnes. Les institutions, elles, ne jouent plus leur rôle de rempart. Le Congrès, tenu par une majorité acquise au président, accompagne la transformation. Et la Cour suprême, plus ultraconservatrice que jamais, valide l'essentiel des mesures controversées.

Dans une démocratie en train de basculer vers l'illibéralisme, où les émeutiers du 6 janvier 2021 sont désormais célébrés comme des patriotes et où envisager une future défaite républicaine relève du crime de lèse-nation, il n'est pas surprenant que, dans les couloirs de Washington, certains affirment que les élections à venir pourraient bien être « à la russe ». ■

Dernier ouvrage paru : *l'Amérique éclatée*, éditions Armand Colin, 2025.

# Salon du Bourget: non à Tel-Aviv

**D**u 16 au 22 juin prochains doit se tenir la 55<sup>e</sup> édition du Salon du Bourget. Prisé par les industriels et apprécié du grand public, ce salon est l'un des plus grands événements mondiaux de l'industrie aéronautique et spatiale. Mais il s'agit également d'un rendez-vous majeur pour le secteur de l'armement, dans les allées duquel tous les acteurs du marché de la guerre se rencontrent autour des dernières innovations en matière de drones et de missiles.

Le 26 janvier 2025, Benyamin Netanyahu annonçait qu'Emmanuel Macron lui avait « promis (...) que les compagnies israéliennes pourraient participer » au Salon du Bourget. Il faut dire que cette participation n'allait pas de soi. En juin dernier, lors du salon Eurosatory, autre grande messe des industriels de l'armement, les mobilisations et la pression populaire avaient conduit à l'absence totale des 74 stands israéliens initialement annoncés.

En janvier dernier donc, l'Élysée décidait que la participation d'Israël au Salon du Bourget « pourrait être favorablement examinée, en conséquence du cessez-le-feu à Gaza et au Liban ». Ce cessez-le-feu n'est aujourd'hui plus qu'un lointain souvenir. Israël abat de nouveau des pluies de feu sur Gaza. Si la population est soumise à une famine imposée par le blocus total de l'aide humanitaire, c'est bien avec des armes que les corps des Palestiniens sont mutilés et brûlés vifs.

Pourtant, le Salon continue d'annoncer 9 exposants israéliens sur son site officiel. Parmi eux, des entreprises

COLLECTIF STOP ARMING  
ISRAËL-FRANCE

d'armement qui font des profits record depuis octobre 2023, et qui ne rateraient pour rien au monde cette occasion de présenter leurs produits « testés au combat » à la clientèle mondiale, ou encore le Sibat, service du ministère des Armées israélien dédié à la « coopération internationale ».

D'autres exposants, français ou internationaux, sont d'ailleurs bien connus pour leur « coopération » avec Israël. On peut citer Lockheed Martin, fabricant américain de l'avion F-35, mais aussi le fleuron français Thales, dont les composants de pointe équipent les drones israéliens. Des exposants dont les délégations militaires et gouvernementales israéliennes ne manqueront pas de visiter les stands, si toutefois elles étaient autorisées à participer à ce grand marché « de l'air et de l'espace »... et de la mort.

## TRIBUNE

Face à cette situation, plus de 200 organisations lancent un appel : « Non à la participation d'Israël au Salon du Bourget ». Pour elles, « accueillir un pays accusé de crimes de guerre et de génocide lors d'un salon dédié au commerce des armes est une forme de complicité inacceptable ». En effet, « autoriser Israël à participer à la 55<sup>e</sup> édition du Salon du Bourget, c'est continuer d'alimenter la machine de guerre, mais aussi légitimer et récompenser les exactions commises par l'armée israélienne à Gaza, en Cisjordanie, au Liban et ailleurs ».

Pour que la France cesse de favoriser le commerce d'armement avec Israël, nous appelons chacun et chacune à rejoindre l'ensemble des mobilisations qui s'organisent dès à présent. ■

# Le mur des Fédérés, symbole de la modernité de la Commune

**E**n ce début 1871, le divorce n'a jamais été aussi grand entre la population de Paris et un gouvernement théoriquement « républicain », mais dirigé par un ancien ministre du roi Louis-Philippe, Adolphe Thiers, qui veut une paix à tout prix après l'effroyable siège prussien de l'hiver 1870-1871. Les provocations gouvernementales mettent le feu aux poudres avec la suppression de la solde de la garde nationale, privant ainsi des milliers de Parisiens d'un revenu régulier, et la fin du moratoire des loyers, avec pour conséquence la menace de l'expulsion de 150 000 habitants. De plus, l'Assemblée nationale choisit de s'installer à Versailles, la ville des rois.

Pour mater Paris, Thiers ordonne la confiscation des canons détenus par les Parisiens. Ces canons avaient été fondus avec l'argent du peuple de Paris. Alarmés, les gardes nationaux et la population s'opposent à leur enlèvement et encerclent les soldats venus les retirer. Ceux-ci refusent de tirer sur la foule et fraternisent.

Du 18 mars au 29 mai 1871, le peuple de la capitale, composé d'ouvriers, d'artistes et d'intellectuels, va exercer le pouvoir. Durant cette courte période, un nombre considérable de mesures vont être prises. Elles visaient à mettre fin à l'exploitation et donnaient à la démocratie une dimension sociale inédite.

JOËL RAGONNEAU  
Coprésident des Amies  
et Amis de la Commune  
de Paris 1871

Le peuple va ainsi décider par lui-même, dans un bouillonnement participatif, de jeter les bases d'une refondation démocratique et sociale : souveraineté, reconnaissance de la citoyenneté pour les étrangers, égalité salariale hommes-femmes. Par la réquisition des logements et entreprises abandonnés, la Commune pose les prémisses de l'autogestion. Elle supprime les monts-de-piété, machines à fabriquer de l'endettement et de la misère, au profit des bureaux d'assistance aux personnes sans ressources. Elle pose les fondements de la laïcité, avec la séparation de l'Église et de l'État, rend l'école publique obligatoire pour les garçons et les filles. Mais la brièveté de son existence, soixante-douze jours, interrompra cet élan si créatif. Dès le 2 avril 1871, les versaillais multiplient les arrestations. La répression culmine avec la semaine sanglante, du 21 au 28 mai. Combien furent massacrés ? Plusieurs milliers à coup sûr. Soutenue par les troupes de Bismarck cernant Paris pour

Soixante-douze  
jours durant,  
le drapeau rouge  
avait flotté sur  
l'Hôtel de Ville.

pour la première fois la classe ouvrière avait pris toute sa place au sein d'un gouvernement patriotique et démocratique. Depuis lors, au cimetière du Père-Lachaise, il est de tradition de venir accrocher un oeillet rouge dans le lierre du « mur des Fédérés ». Il symbolise la mémoire et le rayonnement des idées, plus actuelles que jamais, de la Commune de Paris. D'ailleurs, les montées au mur se sont toujours inscrites dans cette perspective. Il est significatif que les plus importantes manifestations devant ce mur correspondent à des moments forts de revendication populaire.

Mais comment se fait-il qu'un événement quis'est déroulé il y a près de cent cinquante ans suscite encore autant d'intérêt auprès d'un grand nombre de citoyennes et citoyens de ce pays et de femmes et d'hommes du monde entier ?

Nous vivons aujourd'hui l'un de ces moments d'histoire lourds de dangers, dans un monde dominé par l'argent et la course aux armements. Les inégalités se creusent entre les nantis et des millions de citoyens frappés par le chômage, les emplois précaires et sous-rémunérés. Cette situation favorise toutes les dérives et ici même, en France, certains élus n'hésitent plus à conclure des alliances avec l'extrême droite.

## TRIBUNE

La modernité de la Commune, c'est la lutte contre l'ultra-libéralisme, la déréglementation, le démantèlement du droit du travail, pour la protection de la santé et pour toutes les conquêtes sociales. En ce sens, nous affirmons que la mémoire de la Commune doit vivre. Et déclarons avec Jules Vallès : « 28 mai, la bataille allait être finie / Les canons éreintés hurlaient notre agonie / Mais il restait encore quelque part là-bas / Un drapeau rouge qui saignait sur des pavés en tas ». Fidèles au souvenir des communards, nous monterons tous ensemble au mur des Fédérés le samedi 24 mai 2025. Rendez-vous à partir de 10 heures place des Fêtes, à Paris, puis départ de la manifestation à 14 h 30. ■

# OLIVIER BARBARANT

## «La diversité de l'œuvre d'Aragon est complète»

**LITTÉRATURE** Le critique a réuni les essais de l'auteur en « Pléiade ». Ces textes montrent une conscience des enjeux politiques, esthétiques et du pouvoir des lettres.

**L**'œuvre romanesque et poétique de Louis Aragon est immense, nul ne le conteste. Mais son travail de critique, de polémiste, de journaliste ou de militant, les commentaires qu'il a fait de ses propres textes, est un continent aussi vaste, et bien moins connu. Signes de la place qu'il tient dans la littérature, des légendes, des malentendus ont couru, et courent encore sur son œuvre, sur sa vie personnelle, sur ses engagements politiques. Bien souvent, la simple lecture de ses romans et de ses poèmes suffit à faire justice de ces clichés paresseux. « Commencez par me lire », aimait-il à dire. Très tôt, pourtant, il a éprouvé le besoin de mettre des mots sur ce qu'il faisait, ce qu'il lisait, ce qu'il écrivait. Des premières années du surréalisme avec *Une vague de rêves* (1924) à « D'un grand art nouveau, la recherche » (1977), ce discours par lequel il lègue ses manuscrits au CNRS quelques années avant sa mort, il a longuement réfléchi, écrit sur la littérature et l'art. Ces textes sont aujourd'hui réunis dans un volume de « la Pléiade » (1) par le poète Olivier Barbarant, qui y avait déjà dirigé la publication des *Oeuvres poétiques complètes*.

**Quels textes avez-vous choisi de rassembler dans ce volume ?**

Louis Aragon a beaucoup écrit. Ce qui fait l'objet de cette publication, ce sont les textes rassemblés sous le nom d'« Essais littéraires ». Ce qu'attendaient ceux qui le connaissent, c'était la masse d'écrits sans distinction entre chroniques, essais littéraires, essais esthétiques, textes politiques, travail de militant, de journaliste. Vu la taille que cela représente, ce n'était pas possible.

**Pourquoi regrouper ces textes de nature et de visée très diverses sous le terme d'essais ?**

L'intérêt du mot essais, tel qu'on le voit par exemple chez Montaigne, c'est que l'argumentation est aussi auto-biographique. Cette plasticité permet de rendre compte de la diversité des formes. Une fois de plus, la preuve est faite – elle l'avait été dans les romans et la poésie – que la diversité de Louis Aragon est complète. Son renouvellement est réel. Il ne pense pas dans la même catégorie

quand il écrit un manifeste surréaliste comme *Une vague de rêves* ou le *Traité du style* (1928) ou quand il écrit *Pour expliquer ce que j'étais* (posthume, 1989). Pourtant, ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que dans la variété des esthétiques défendues il y a la singularité d'une voix, d'une voix admirable qu'on reconnaît systématiquement. C'est la singularité de l'auteur, de la personne, qui se construit, qui se dément, qui se contredit, qui se complète, qui s'enrichit. Il y a une unité considérable dans la mosaïque de ces textes divers.

**On le voit répéter des formules comme « chercher la vérité », « savoir discuter ». C'est une certaine forme de modestie, inattendue.**

Le mot modeste surprend, en effet. On ne l'associe pas à la figure de celui dont on sait qu'il est un génie, un virtuose. Ce qu'il manifeste, sans nier ses immenses facilités intellectuelles et scripturales, c'est l'énorme travail d'Aragon. Quand il écrit sur un auteur, il ne livre pas deux ou trois impressions de lecture. Sauf pour les jeunes, où là c'est lui qui les construit. Quand il touche à un objet, il a tout lu, tout étudié. Cette recherche d'une certaine forme de vérité se traduit par une profonde connaissance, une érudition que parfois il étaie un peu mais qui témoigne d'un respect du savoir et un vrai travail. Quand il parle de la poésie du Moyen-Âge, il la connaît, quand il parle de la littérature soviétique, évidemment il la connaît de près, quand il parle de Saint-John Perse, qu'on peut croire assez éloigné de lui, on découvre qu'il peut citer la quasi-totalité de l'œuvre. Il n'a jamais cessé de travailler, de chercher à se compléter, à se contredire. Je suis sensible à cette idée que, oui, c'est un génie, mais les génies travaillent vraiment.

**On sait que la vie, l'œuvre, les engagements de Louis Aragon ont connu des moments de bascule.**

**Quelles traces en trouve-t-on dans ces essais ?**

Ce qui change chez Aragon, sujet dans l'histoire, dans sa vie aussi, c'est qu'il apprend. Ce qui est le socle, c'est la personne de l'écrivain dans son siècle. Et à ça, il ne s'est jamais dérobé. Ça se traduit dans ses œuvres. Ce qui m'est apparu de plus intéressant, ce sont celles dites « de crise », qu'on ne voit pas comme de crise mais que j'entends comme telles. Par exemple réduire le *Traité du style* à une sorte de brûlot surréaliste provocateur, c'est

ne pas entendre qu'à l'intérieur de ce texte il y a une revendication de la littérature que détestaient les surréalistes, qu'il y a une critique de l'écriture automatique, en disant que « vous auriez beau vous laisser aller à l'imaginaire, si vous ne savez pas écrire ce sera nul ». Il y a déjà quelque chose qui se débat. En lisant les essais je suis frappé de voir quelque chose de tout à fait passionnant, ces moments difficiles où l'esprit se débat entre les catégories avec lesquelles il pense encore le monde et celles dans lesquelles il va basculer. Il y a quelque chose d'équivalent entre le *Traité du style* et *J'abats mon jeu* (1959). Ce sont dans les deux cas des titres tonitruants. Et plus c'est tonitruant, plus il y a de l'hésitation.

**Qu'est-ce qui détermine ces changements ?**

À la fin des années 1950, par exemple, Aragon n'en est pas à ce qu'on appellera le « *réalisme sans rivages* » ou à ce qui va se déployer dans la poésie à partir du *Roman inachevé* (1956). Il en est encore à « *Réalisme socialiste pas mort* », article des *Lettres françaises* de 1957. Une conception qu'il dépassera, mais on voit bien que tout est en train de s'ouvrir, et que sans vouloir se démentir il veut plutôt se compléter. Chez Aragon la négation n'est pas une expulsion de ce qui précède. C'est pour ça que ce n'est pas un être versatile. C'est un être qui se sedanter, qui se complique, qui se contredit mais à l'intérieur de sa propre pensée. Certains essais marquent des moments où il pense qu'il n'a pas vraiment les moyens de penser ce que sa vie et son écriture lui donnent à penser, mais qu'il essaie de penser, plutôt que de théoriser, parce qu'il théorise assez peu. Ainsi, dans *Pour expliquer ce que j'étais*, la révolution de l'œuvre précède l'essai. La poésie de la résistance est fondée, le *Crève-coeur* (1941) est écrit, les *Yeux d'Elsa* (1942) sont en train de s'écrire, et il revient avec modestie sur une égo-histoire pour essayer de s'expliquer à lui-même sa propre trajectoire. C'est un texte bouleversant et passionnant.

**N'y a-t-il pas là de la complaisance ?**

En termes de stratégie, je ne suis pas de ceux qui, pour faire un portrait de saint, nieraient qu'il a su jouer de ce qu'il savait être intéressant, ou provocateur, et jouer avec le public. Mais on est là sur une pellicule qui concerne la vie littéraire. On prend une gesticulation de surface pour l'enjeu réel. Pour moi, l'enjeu réel c'est cette capacité à se



## ENTRETIEN

faire gourmand, avide de tout ce qui se fait dans d'autres pays, ou par d'autres générations. Ainsi on le voit refuser de choisir, par exemple, entre romantisme et classicisme. Pourquoi serait-on contre Ronsard si on est pour Hugo, ou contre Hugo si on est pour Racine ? Chez lui, tout est dialectique et alimente le creuset d'une constante création quise nourrit en permanence. Je suis frappé de l'extraordinaire capacité de renouvellement non pour jouer les versatiles, mais pour que ce soit toujours vivant.

**Si une chose ne change pas, c'est son rapport au réel...**

Le réalisme est le fil rouge de son art. Il aimait à dire que dans surréalisme il y avait réalisme. Son angoisse, c'était que les mots tournent sur eux-mêmes. Il craignait de décoller dans des abstractions fumeuses, de se laisser prendre dans un vertige linguistique, comme la « gymnastique » des poètes qui « marchent sur la tête ». Il rappelle dans la préface aux *Cloches de Bâle* (1934) qu'Elsa Triolet lui avait dit : « Tu vas continuer longtemps comme ça ? » L'enjeu pour lui était de faire en sorte que

**« Sa force est d'admirer des choses qui sont très loin de lui. »**

la littérature dise le monde, dise la vie, dise les gens. On apprend beaucoup de choses à lire cet Aragon-là.

**Il met constamment en lien réalisme et art de parti...**

Aragon est conscient des enjeux stratégiques. Il a constamment veillé à inventer un réalisme qui ne soit ni didactique, ni naturaliste, ni mécaniste. C'est aussi un de ses apports. Les gens qui s'étonneraient de ce qu'on réédite *Pour un réalisme socialiste* (1935) alors qu'il semblerait que la messe soit dite verront que l'intérêt est ce qu'il essaie d'en faire. Ce texte est surtout un objet de pensée. Très souvent une lecture idéologique fausse croit qu'Aragon s'empare des mots en faveur pour faire carrière ou par obéissance. Ce qu'il veut en fait, dès 1935, lorsqu'il évoque le réalisme socialiste, c'est créer un réalisme, mais à la française.

**Pourquoi français ?**

Il faut prendre ce mot avec précaution, surtout aujourd'hui. Il ne fait pas preuve de nationalisme, mais

son idée est que les littératures se construisent dans le contexte d'une culture qu'il ne faut pas évacuer. Il a accompagné l'évolution de son parti dans ce cas-là. Et aussi le passage d'une stratégie « classe contre classe » à celle d'une ouverture et d'une réappropriation du patrimoine culturel. C'est celle de Thorez, avec qui Aragon se sent très en phase. Dès les années 1930 il sait que les cultures se développent dans le respect de leur propre histoire. Ce sera le cas pour la culture arabe dans *le Fou d'Elsa* en 1957. Il a une conscience aiguë de l'identité, mouvante, des peuples. C'est dans la droite ligne du « communisme à la française ».

**On le voit pratiquer ce qu'il appelle la contrebande ?**

Aragon n'est pas un écrivain simpliste qui dit tout et son contraire. Mais il joue toujours sur la complexité du langage. Le feuilleté du langage est toujours là. L'équivocité c'est la vie, et la littérature est là pour ouvrir les portes de l'équivocité par des énoncés qui ne soient pas unilatéraux. Il montre très tôt son intérêt pour la linguistique, et on retrouve cette passion jusqu'en 1967 avec *Blanche ou l'oubli*. Ce qui est impressionnant, c'est de voir là encore comment il travaille, comment il se nourrit de philosophie et étudie des champs nouveaux, comme les rapports entre langage et conscience.

**Pour autant il reste facile à lire...**

Dans les essais aussi c'est un grand écrivain. Ce n'est pas un théoricien. Le mot théorie apparaît plutôt en mauvaise part chez lui. Il déteste les concepts. Ses textes critiques se font au ras de la pratique, au ras d'un vers qu'il analyse sublimement, au ras du fonctionnement d'un roman de Stendhal. Il pense toujours à travers l'exemple. C'est une belle leçon de « matérialisme stylistique », si j'ose dire.

**Il a un amour du texte même s'il se méfie des mots.**

Aragon ne se méfie pas des mots. C'est parce qu'il a une propension à se laisser aller qu'il a pour eux un amour vigilant. Pour moi, sa plus belle phrase c'est « *Je me jette à l'eau des phrases comme on crie* ». Elle se trouve dans *Je n'ai jamais appris à écrire ou les Incipit* (1969). C'est un immense essai sur l'écriture, par un praticien de la critique qui ne s'est jamais cru théoricien. Sa force est d'admirer des choses qui sont très loin de lui. La fin des *Incipit* montre qu'il a compris Beckett bien mieux que beaucoup des lecteurs de son temps.

**Quel est votre Aragon préféré ?**

Mon Aragon préféré est celui de la décennie fabuleuse 1959-1969, de *J'abats mon jeu* à *Je n'ai jamais appris à écrire ou les Incipit*. Il est débarrassé des mauvaises polémiques, il peut parler plus librement, il est totalement reconnu, et il peut s'appuyer sur sa puissance de travail et ce qu'il a emmagasiné. Sa vieillesse est une grande jeunesse.

**Qu'en est-il du « je » d'Aragon ?**

Quand il est critique, ce « je » c'est Aragon lecteur. Plus que du narcissisme, c'est une forme de modestie, une façon de relativiser, de ne pas aller plus loin que « *c'est ma lecture, mon opinion* ». Il dit qu'il écrit « *pour parler à des gens* ». Ce « je » est un geste intellectuel, le moyen d'affirmer un rapport vivant à la littérature, de montrer la source d'énonciation : ce qui est pensé là ne sera jamais un axiome d'autorité, mais le résultat d'une expérience vécue par une personne. C'est lié à la pratique, au refus de la théorie. Ce « je »-là n'est pas triomphal. C'est une vraie leçon, comment on peut écrire un rapport vivant honnête et personnel à la littérature. C'est un très grand écrivain. Il parle comme un livre, mais ce livre parle comme un homme. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ALAIN NICOLAS

(1) *Essais littéraires*, de Louis Aragon, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2 064 pages, 80 euros.

**LE BLOC-NOTES DE  
JEAN-EMMANUEL  
DUCOIN**


## Conclave(s)

**MISSION** « Habemus papam. » Dans une semaine, le nom du nouveau pape sera prononcé place Saint-Pierre. Les tractations ont déjà commencé et vont s'intensifier jusqu'au moment où la porte de la chapelle Sixtine sera bouclée pour le premier tour de scrutin afin d'élire le 267<sup>e</sup> souverain pontife. Il reviendra aux 135 cardinaux électeurs de désigner le successeur de François. Éparpillés à travers le monde, certains d'entre eux ont mis un temps infini pour arriver à Rome. Voilà l'un des principaux héritages de François : le collège cardinalice, dont il a nommé 150 membres, sur un total de 252, est aujourd'hui plus représentatif de l'Église mondiale. Pour la première fois de l'histoire, les cardinaux européens sont minoritaires. Leur mission : réfléchir avant le conclave à l'avenir de l'Église. L'ensemble des cardinaux présents devront avoir pris la parole au moins une fois. 25 seulement vivent en permanence à Rome et sont rompus aux usages et aux subtilités de la vie vaticane. Mais la plupart, surtout les nouveaux, en ignorent tout.

**ÉCHANGES** Dans le contexte mondial que nous connaissons, deux questions taraudent tous les gens de bonne volonté, sur tous les continents. L'héritage de François est-il au cœur des réflexions ? Et cet héritage servira-t-il de point de référence ? En vérité, tout se passe là ou presque. En amont. Bien moins connues que le cérémonial qui entoure le conclave, ces réunions préparatoires privées sont déterminantes. L'élection d'un pape commence à bas bruit, à l'occasion de ces réunions quotidiennes. Car le conclave à proprement parler n'est pas conçu comme un espace de discussion. En théorie en tout cas, les cardinaux ne font que prier et voter. Les choses sont radicalement différentes pour les congrégations générales. Les participants, réunis dans la salle Paul-VI, à quelques pas de la basilique Saint-Pierre, prennent la parole, avec des traductions simultanées par oreillette. Ces échanges sont bien sûr soumis au secret absolu, sous peine d'excommunication. À travers tous les sujets abordés sans retenue, nous dit-on, deux conceptions de l'Église s'opposent, une nouvelle fois. L'une, ouverte sur le monde, persuadée que l'adaptation aux changements est la seule façon de garder une institution vivante, en phase avec ses fidèles. L'autre, convaincue que les catholiques tiennent à la tradition et ont besoin de repères multiséculaires, pense, au contraire, qu'il faut demeurer hermétique aux incessants mouvements du monde. En clair, un affrontement entre progressistes, auxquels François est – parfois abusivement – rattaché, et conservateurs. Un participant témoignait ainsi dans *le Monde* : « Certains, parmi les conservateurs, se sont déjà exprimés et on les sent mieux préparés et organisés. Mais les discussions sont devenues plus ouvertes quand ceux qui ne vivent pas à Rome ont commencé à affluer, car ils parlent plus librement, ils disent ce qu'ils pensent et ne sont pas dans la tactique. »

**NOMINATIONS** Revient à la mémoire du bloc-noteur la petite phrase de François, à son retour de la capitale mongole d'Oulan-Bator, en septembre 2023. Le pape déclara que les prochains grands voyages, désormais, seraient effectués par son successeur, qu'il nomma mystérieusement « Jean XXIV ». Viendrait par la suite son déplacement à Marseille, quasi ultime station d'un chemin de croix commencé à Lampedusa, contre « la globalisation de l'indifférence » face à la « tragédie de la migration ». Depuis mai 2013, François était plus populaire chez les laïques qu'au-delà de certains fidèles, tandis qu'une guerre sourde continue de fracturer l'Église. Ayant donné très tôt des gages d'ouverture, le pape n'a en réalité que peu fait évoluer la doctrine. Sauf qu'il a multiplié les nominations de cardinaux pour s'assurer de la majorité du conclave qui choisira son successeur. Ses allusions à un futur « Jean XXIV » indiquaient son souhait que le 267<sup>e</sup> successeur de saint Pierre inscrive ses pas dans ceux de Jean XXIII, l'initiateur du grand concile Vatican II (1962-1965). À moins qu'il ne se nomme François II... ■

### Jean XXIV ou François II : les cardinaux oseront-ils ?

d'excommunication. À travers tous les sujets abordés sans retenue, nous dit-on, deux conceptions de l'Église s'opposent, une nouvelle fois. L'une, ouverte sur le monde, persuadée que l'adaptation aux changements est la seule façon de garder une institution vivante, en phase avec ses fidèles. L'autre, convaincue que les catholiques tiennent à la tradition et ont besoin de repères multiséculaires, pense, au contraire, qu'il faut demeurer hermétique aux incessants mouvements du monde. En clair, un affrontement entre progressistes, auxquels François est – parfois abusivement – rattaché, et conservateurs. Un participant témoignait ainsi dans *le Monde* : « Certains, parmi les conservateurs, se sont déjà exprimés et on les sent mieux préparés et organisés. Mais les discussions sont devenues plus ouvertes quand ceux qui ne vivent pas à Rome ont commencé à affluer, car ils parlent plus librement, ils disent ce qu'ils pensent et ne sont pas dans la tactique. »

**NOMINATIONS** Revient à la mémoire du bloc-noteur la petite phrase de François, à son retour de la capitale mongole d'Oulan-Bator, en septembre 2023. Le pape déclara que les prochains grands voyages, désormais, seraient effectués par son successeur, qu'il nomma mystérieusement « Jean XXIV ». Viendrait par la suite son déplacement à Marseille, quasi ultime station d'un chemin de croix commencé à Lampedusa, contre « la globalisation de l'indifférence » face à la « tragédie de la migration ». Depuis mai 2013, François était plus populaire chez les laïques qu'au-delà de certains fidèles, tandis qu'une guerre sourde continue de fracturer l'Église. Ayant donné très tôt des gages d'ouverture, le pape n'a en réalité que peu fait évoluer la doctrine. Sauf qu'il a multiplié les nominations de cardinaux pour s'assurer de la majorité du conclave qui choisira son successeur. Ses allusions à un futur « Jean XXIV » indiquaient son souhait que le 267<sup>e</sup> successeur de saint Pierre inscrive ses pas dans ceux de Jean XXIII, l'initiateur du grand concile Vatican II (1962-1965). À moins qu'il ne se nomme François II... ■

# Dites-nous tout !

[filrouge@humanite.fr](mailto:filrouge@humanite.fr) ou par courrier à *l'Humanité*,  
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

### Nos services publics

Gérard Martin

Saint-Hostien (Haute-Loire)

Franchement, au regard de la masse d'informations politiquement orientées, ou carrément de désinformations, y compris dans les médias publics, la lecture de *l'Humanité* nous aide à penser par nous-mêmes. *L'Humanité* est devenu hebdomadaire, en raison de la défaillance de La Poste ! J'attends chaque jour mon quotidien et souvent... j'en ai cinq dans ma boîte, le vendredi. Autant vous dire que les nouvelles ne sont plus très fraîches ! C'est à vous dégoûter de suivre l'actualité. Parallèlement, La Poste vient de supprimer la boîte jaune où on pouvait poster son courrier dans le hameau. Elle l'a fait dans la plupart des villages de ma commune. Selon un employé de La Poste, l'objectif est : une boîte pour 1000 habitants. Nous sommes à peine 600, dont beaucoup vivent comme moi dans des petits hameaux, souvent des personnes âgées. Une honte ! Pour chaque

### COURRIER

courrier je vais devoir prendre ma voiture. 6 kilomètres aller-retour (bonjour le bilan carbone ! Et le coût !). Et s'il y a de la neige (je vis à près de 1000 mètres d'altitude dans un secteur très pentu), urgent ou pas urgent, mon courrier devra attendre... Ce n'est pas à vous, chers lecteurs, que je vais apprendre la dégradation programmée de nos services publics... Un autre cas de dégradation concerne l'enlèvement des ordures ménagères. Jusqu'à ces dernières années, le camion-benne passait chez les particuliers vider les conteneurs individuels. Or ce service a été supprimé à la fin des années 2010. J'en suis donc réduit à monter moi-même à la main mes sacs-poubelle aux conteneurs collectifs. Voilà ! J'ai opté pour le mode anecdote pour souligner non seulement l'impéritie de nos dirigeants depuis de nombreuses années, mais leur volonté tenace de détruire tout ce qui avait été mis en place dans des conditions difficiles par le CNR à la Libération. ■

### annonces classées

Passez votre annonce dans

**l'Humanité + l'Humanité magazine**

[www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

Contactez  
- Laure Thierry  
01 49 22 74 89  
[laure.thierry@comediance.fr](mailto:laure.thierry@comediance.fr)



### Vacances

**VOYAGES**  
EN PARTENARIAT AVEC  
TLC

Circuit les îles de la Mer Egée Orientale  
06 au 15 octobre 2025 (10 jours/09 nuits)  
Une découverte de ces îles préservées et bénies des dieux entre Grèce et Turquie.

Prix ttc : dès 3055 € /pers (20 pers minimum)

Détails du programme, informations et réservations sur demande

LVJ/TLC  
02 79 01 02 68 [contact@lvj-voyages.com](mailto:contact@lvj-voyages.com)

### Divers

**LM**  
Communication

**OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS**

BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX, BANDEROLES, TEE-SHIRTS...

MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

Demandez votre devis au  
**02 32 18 07 70**  
**LMcommunication.com**



Le 26 juin 1945, à San Francisco. Discours du président Harry Truman lors de la clôture de la conférence de l'Organisation internationale, devant les délégués des cinquante nations. AFP

# «Nous les peuples, nous sommes dans notre maison commune»

**DROIT INTERNATIONAL** La conférence de San Francisco, rassemblant une cinquantaine d'États, se déroule **du 25 avril au 26 juin 1945** et jette les bases de la création des Nations unies. L'organisation mérite aujourd'hui d'être mise à jour.

**L**e 25 avril 1945, s'ouvrait la conférence de San Francisco, réunissant 50 États. Elle adoptait dans sa séance finale, le 26 juin 1945, la charte des Nations unies. La ratification définitive de celle-ci eut lieu le 24 octobre 1945 et permettait la création de l'Organisation des Nations unies (ONU).

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la création des Nations unies, reposant sur une charte commune, avec des structures comme l'Assemblée générale et surtout le Conseil de sécurité, pouvait être vue comme une construction un peu extérieure aux peuples, même si sa charte commence par «*Nous, les peuples*». Elle était d'abord un accord, un compromis

entre grandes puissances, entre vainqueurs de la guerre.

Aujourd'hui, la planète a profondément changé : tous les États du monde sont membres des Nations unies (près de 200 aujourd'hui !), tous les grands problèmes posés à l'humanité sont globalisés à l'échelle de la planète (de l'environnement à la guerre), un réseau dense d'organisations onusiennes (OMS, FAO, Unesco...) fournit des normes à tous les aspects économiques et culturels de la planète.

Comprendre que nous avons construit en quatre-vingts ans une «maison commune planétaire», ou plus précisément, une «copropriété commune planétaire», avec son conseil syndical (le Conseil de sécurité), son règlement de copropriété (la charte des Nations unies, et son

assemblée des copropriétaires (l'Assemblée générale).

Si nous n'avions pas établi ce règlement de copropriété, cette charte des Nations unies, en 1945, dans les ruines mais aussi les espoirs de la Libération, il serait aujourd'hui impossible, à froid, de le refaire.

Il faut avoir une réflexion renouvelée sur le monde actuel. Dans cette analyse, il faut prendre comme une chance plusieurs innovations de la charte des Nations unies : la création des bases d'un monde multilatéral, puisque les votes à l'Assemblée générale reposent sur le principe un membre, une voix, même si, au Conseil de sécurité, c'est une sorte de représentation «par tantième» (les cinq membres permanents et leur droit de veto) qui a été imposée au départ.

## HISTOIRE

L'innovation principale est d'avoir établi un règlement de copropriété, qui établit comme priorité absolue de «réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international» le règlement des conflits.

C'est cette exigence absolue du droit international qu'essaient de cacher, de travestir, d'affaiblir les grandes puissances étatiques depuis quatre-vingts ans. Nous devons nous imprégner de cette réalité : Nous les peuples, nous sommes dans notre maison commune, notre copropriété commune. Nous avons notre règlement de copropriété et nous sommes responsables collectivement de le faire appliquer, voire de l'améliorer, face à quelques gros bras qui voudraient nous imposer leur interprétation du règlement de copropriété.

En 2024, malgré les horreurs de conflits sanglants à Gaza, en Ukraine, au Congo, le droit et la justice internationale ont fait irruption sur la scène politique mondiale au travers des décisions et avis de la Cour internationale de justice sur le risque de génocide à Gaza et l'ilégalité de l'occupation israélienne, sur les mandats d'arrêt délivrés contre Poutine en 2023 et Netanyahu par la cour pénale internationale en 2024.

## LA PUISSANCE PEUT CHANGER DE CAMP

Voyons bien que le respect et l'application de ces décisions progresseront parallèlement à la perception que nous sommes dans une communauté mondiale et qu'il est normal d'y appliquer des règles.

Quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le logiciel d'approche des relations internationales doit être mis à jour. Il faut changer de perspective et passer d'une perception «extériorisée» des Nations unies à une perception «intérieuriée» de celles-ci, de leur charte comme notre règle de vie commune.

Si nous avons cette vision intérieuriée, cette volonté de s'approprier notre copropriété commune, nous leverons des obstacles à la construction de grandes luttes pour la paix. Il deviendra possible de développer des campagnes d'opinion et des actions plus puissantes à l'échelle mondiale.

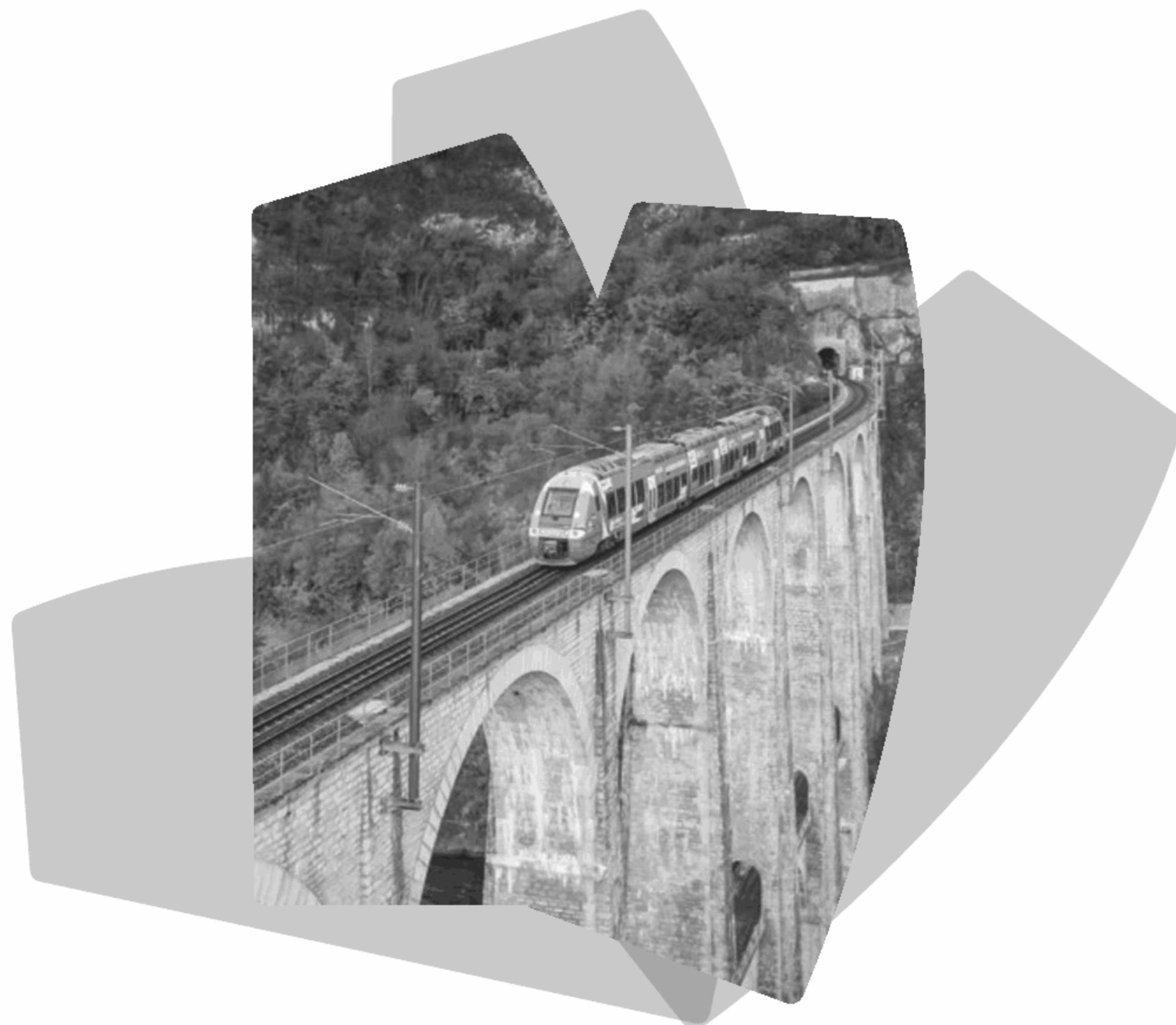
L'action pour gagner des réformes de structure (réforme du Conseil de sécurité ou place de la société civile) changera de nature. Nous possédons notre copropriété commune, mais il y a, dans le «conseil syndical», une minorité de blocage qui empêche un fonctionnement profitable à tous. Nous devons isoler cette minorité, faire prendre les bonnes décisions, pour la paix, le développement, la sauvegarde de la planète. Si nous faisons comprendre ces enjeux aujourd'hui, la puissance peut changer de camp. C'est cela, grâce aux Nations unies et au droit international, notre chemin d'horizon.

Cette approche renouvelée des relations internationales suscite beaucoup de questions et mérite un large débat. 2025, année du 80<sup>e</sup> anniversaire de la création des Nations unies et de leur charte, doit en être l'occasion ! ■

DANIEL DURAND

CHERCHEUR EN RELATIONS INTERNATIONALES

**Connecter les territoires,  
c'est plus qu'une mission.  
C'est notre métier.**



Avec près de 28 000 km de lignes et 3 000 gares,  
**la SNCF est présente sur tout le territoire.**  
Chaque jour, nos équipes assurent la mobilité de millions  
**de voyageurs et le transport de marchandises.**

**Retrouvez nos engagements et nos offres  
sur [emploi.sncf.com](http://emploi.sncf.com)**

